



## Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2023-1-1/2023-1-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Dimanche 1<sup>er</sup> janvier.

**Le Gouvernement salue le rapport du Groupe d'experts des Nations Unies prouvant l'appui du Rwanda au M23.** Dans ce rapport en effet, les experts onusiens parlent des « preuves substantielles de l'appui du Rwanda au M23 ». Le gouvernement indique que « la publication de ce rapport attendu depuis plusieurs mois vient confirmer ce qui a déjà été décrié et documenté, particulièrement cristallisé dans le Livre Blanc publié le 10 décembre 2022 par le Gouvernement Congolais sur l'agression avérée de la RDC par le Rwanda et les crimes internationaux commis dans ce contexte par l'armée rwandaise et les terroristes du M23 ». Pour Kinshasa, « cet acte du Conseil de Sécurité met fin aux mensonges et manipulation distillés depuis plusieurs mois par le Gouvernement rwandais abusant de la bonne foi de l'opinion internationale ». Au regard de la gravité des faits dénoncés et de la reconnaissance unanime de ces crimes odieux par la Communauté Internationale, le Gouvernement Congolais dit renouveler sa demande d'examen, toutes affaires cessantes, de ce rapport par le Conseil de Sécurité afin de tirer toutes les conséquences qui s'imposent notamment en sanctionnant le Rwanda pour son agression et les auteurs des faits incriminés pour que justice et réparation soient faites.

**Bunia : les détenus de la prison centrale manquent de nourriture.** Du quartier général en passant par la cellule des femmes et des enfants, c'est la souffrance qui se lit sur les visages des détenus. Certains ont passé plusieurs jours sans manger. D'autres continuent à espérer la visite des personnes de bonne volonté qui pourront leur apporter quelque chose. Ici, le calvaire se vit au quotidien, affirme l'un des pensionnaires. Construite depuis 1954 pour moins de 200 détenus, la prison centrale de Bunia compte aujourd'hui 2 274 pensionnaires.

**Uvira : mise en garde du secteur opérationnel Sokola 2 contre des Fardc indisciplinés.** « Tout militaire qui serait surpris en cette période des fêtes en train de poser des actes inciviques en répondra devant la juridiction militaire ». Cette mise en garde fait suite à plusieurs cas d'insécurité enregistrés en l'espace d'une semaine et impliquant des soldats indisciplinés des Fardc. Des voyageurs ont été victimes d'une embuscade vendredi 30 décembre dernier et dépouillés d'objets de valeur par des présumés soldats Fardc à Munywema, près de Kiliba. Le même jour, un infirmier a succombé à ses blessures à la suite d'une agression perpétrée par présumés Fardc à Kakombe. Par ailleurs, un présumé Fardc a tiré plusieurs coups de feu dans la nuit de jeudi dernier pour ravir des téléphones et autres biens de valeur à des habitants de Kabindula.

**Mongala : le gouverneur Limbaya appelle ses administrés à l'unité.** « J'exhorte les filles et fils de la Mongala à l'unité, au respect de l'autorité, à la culture fiscale, à la vigilance et au travail bien fait, en vue de

placer la province sur l'orbite du développement ». Il les a aussi invités à s'enrôler massivement pour permettre à la Mongala d'accroître son poids politique, en augmentant le nombre de sièges au niveau des institutions.

**Le gouvernement assiste les sinistrés de pluies abattues à Kinshasa.** Le ministre des Affaires sociales, a remis, le 31 décembre, des vivres, des kits hygiéniques ainsi que des médicaments aux sinistrés de pluies abattues à Kinshasa. « Nous ne pouvons pas partager cette joie avec le reste du monde sans penser aux victimes de la pluie diluvienne du 12 et 13 décembre dernier ayant emporté plus de 160 personnes ». Il a également regretté que de nombreux rescapés de cette catastrophe naturelle soient restés sans abris, sans moyens de subsistance.

**Beni : l'ONG CAFED apporte de l'aide alimentaire aux personnes de 3e âge.** Le Collectif des associations féminines pour le développement, avec l'appui de la Monusco a fait ce don pour les aider à bien passer les fêtes de fin d'année. Le point focal du CAFED à Beni affirme que les personnes du 3e âge sont souvent oubliées au sein de la communauté, et leurs droits sont bafoués même par les membres de leurs familles respectives.

**Kindu : lancement de la 2e édition du Festival Umoja wa Mashariki.** A travers cette activité prévue jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2023, des artistes du Maniema et ceux venus des autres coins du pays vont s'exprimer à travers les chansons, danses, poèmes, slams, théâtres, comédies et autres sur la paix dans l'Est du pays. Selon le directeur général de l'ASBL Umoja wa Mashariki, ce festival, placé sous le thème : « Unité et la paix dans l'Est du pays » entend faire la promotion des jeunes talents et croit également que la paix va être restaurée dans l'Est du pays.

**Nord-Kivu : l'EAC somme le M23 de quitter Rumangabo et Kishishe d'ici le 5 janvier.** Elles ont fait cette recommandation dans un communiqué de presse ayant sanctionné leur réunion conjointe avec le Mécanisme conjoint de vérification élargi, à Kibumba. Selon le communiqué de cette réunion, les forces de l'EAC ont entamé la prise de possession de Kibumba. Ils ont ensuite invité les humanitaires à venir en aide aux milliers de déplacés internes, errant autour de Goma et d'autres agglomérations du Nord-Kivu. Parmi ces déplacés internes, il y a ceux de Kibumba qui n'ont toujours pas décidé de rentrer dans leurs milieux de vie malgré les assurances de l'EAC.

**Mbuji-Mayi : la population recommande au chef de l'Etat de relever la MIBA** qui constitue le poumon économique de cette province. Des jeunes de cette ville encouragent le président de la République à créer de l'emploi et à soutenir l'entrepreneuriat des jeunes. D'autres ont souhaité qu'il lance les travaux d'adduction d'eau et de raccordement du courant électrique à Mbuji-Mayi. **L'évêque de Mbuji-Mayi propose au Chef de l'Etat de mettre en place une commission de suivi afin d'éviter les suspensions des travaux.** Le Chef de l'Etat a passé le réveillon à Mbuji-Mayi au Kasai-Oriental. Ce dimanche, Felix Tshisekedi a participé à la messe de nouvel an à la cathédrale Saint Jean-Baptiste de Bonzola. Au cours de cette messe, le prélat catholique a eu une pensée particulière pour les populations de l'Est du pays, victimes des violences meurtrières des forces rwandaises et leurs valets terroristes du M23. Après l'homélie, l'évêque a évoqué les secteurs dans lesquels quelques avancées significatives ont été enregistrées dans la province du Kasai-Oriental. Dans le secteur de l'éducation, l'évêque du diocèse a remercié le Chef de l'Etat pour la prise en charge du personnel de l'Université de Mbuji-Mayi et pour la construction et la modernisation de quelques infrastructures scolaires et hospitalières dans la ville. Il a souhaité que ces constructions se poursuivent dans d'autres localités de la province. Dans le secteur de la santé, l'évêque a soutenu l'initiative du Président de la République relative au programme de santé universelle, tout en souhaitant qu'elle soit effective sur toute la province. Dans le secteur de l'Energie, Mgr Bernard-Emmanuel Kasanda a salué le projet de construction de la centrale photovoltaïque de Tubi Tubidi et l'électrification des milieux ruraux à travers le projet Anser. Il a cependant demandé au Président de la République de soutenir des projets de construction des mini-barrages hydro-électriques dans les milieux ruraux. En ce qui concerne le secteur du désenclavement de la province du Kasai-Oriental, l'évêque a proposé la construction du port de Ndoma, le projet ferroutage qui consiste au prolongement de la voie ferrée de Mwene-Ditu à Lukelenge.

**Nouvel an en Ituri : les forces de l'ordre déployées dans les endroits stratégiques pour protéger la population.** A Bunia, des policiers sont postés dans plusieurs artères de la ville pour réglementer la circulation en vue de prévenir d'éventuels accidents. Mais aussi pour maintenir l'ordre public. Selon des témoins, policiers et militaires ont également intensifié les patrouilles nocturnes pour lutter contre le banditisme urbain. Ce qui a permis aux habitants de célébrer le nouvel an dans la quiétude et aux commerçants, notamment des tenanciers de bars, de restaurants mais aussi des chauffeurs de taxi de mener sereinement leurs activités. Selon le commandant de la police de Bunia, plusieurs tentatives de cambriolage ont été déjouées par ses hommes.

**Lundi 2 janvier.**

**Beni : l'armée souhaite que 2023 soit une année de victoire totale sur les ADF.** « La collaboration pendant l'année 2022 n'était pas facile. Malgré la pression des politiciens et leaders de la société civile, il y a quand même des compatriotes qui sont restés fidèles à leur armée, qui ont collaboré avec nous. Nous souhaitons que l'année 2023 soit une année de victoire. Ce ne sera pas notre victoire, mais la victoire du peuple congolais sur le mal. Qu'on en finisse avec le phénomène ADF. Nous pensons qu'ensemble avec notre population, nous allons faire tout le possible pour que cette année soit une année de victoire », a expliqué le porte-parole des pérorations Sokola I. Il appelle également les groupes armés locaux à quitter la brousse pour adhérer au programme DDRC-S.

**Ituri : l'administrateur de territoire de Djugu demande à ses administrés de tourner la page des violences,** « pour privilégier le dialogue dans le règlement de différends qui opposent les communautés locales, en vue de promouvoir la paix, la cohésion sociale et la cohabitation pacifique dans cette entité ». Il dit condamner la recrudescence de l'insécurité, qui a entraîné une dizaine de morts la semaine dernière dans sa circonscription. Selon lui, la situation sécuritaire précaire risque de perturber le calendrier électoral dans son entité.

**Beni : 293 accidents routiers dont 19 décès en 2022 (Police).** Ce chiffre est le double de celui de l'année 2021. Il inquiète les acteurs locaux de ce secteur. Ce bilan fait suite surtout à la non-maîtrise du code de route par les conducteurs, qui selon lui, agissent toujours très mal sur la voie publique. En outre, Beni est une ville très sinistrée. Elle accueille beaucoup de déplacés des villages environnants. Le commissaire supérieur note surtout un afflux des motards : « (Il y a) quinze mille motards ici dans la ville de Beni, qui ne connaissent même pas le code de la route ». La Police de circulation routière ville de Beni projette pour cette année des séances de formation obligatoire pour mettre tous les conducteurs taxi-moto au même niveau de connaissance du code de la route.

**Kinshasa : cri d'alarme de la députée Solange Masumbuko en faveur des sinistrés de la pluie.** L'élue de Lukunga demande au gouvernement non seulement d'assister les sinistrés, mais aussi de redémarrer en urgence les travaux d'aménagement des sites érosifs causés et aggravés par ces pluies pour éviter d'autres catastrophes du même genre. Plus cent vingt personnes sont mortes, à la suite de la pluie qui s'est abattue le 13 décembre sur la ville de Kinshasa. Des morts causés en majorité par des écroulements des murs, des éboulements de terre, des inondations et quelques-unes, par des électrocutions.

**Goma : les acteurs sociaux déplorent l'inaccessibilité des zones agricoles.** L'année 2022 a connu plusieurs turbulences d'ordre sécuritaire et économique et se termine par d'énormes défis, notamment les difficultés d'approvisionnement et l'inaccessibilité des zones occupées par la rébellion du M23. Les prix des denrées alimentaires ont connu une montée en flèche à cause des affrontements entre les Fardc et le M23, qui rendent inaccessibles les territoires et zones agricoles. Pour David Katumbi, membre de la Fédération des entreprises du Congo FEC/Nord-Kivu, la population a traversé une année très dure à cause entre autres des difficultés d'approvisionnement en produits pétroliers et autres produits importés. Une situation, provoqué par le blocage du trafic sur les axes principaux notamment la route Goma – Rutshuru -Butembo mais aussi les postes frontaliers de Bunagana et Ishasha à la frontière avec l'Ouganda.

**Maniema: l'eau jaillit du sol et détruit des maisons à Kailo.** Les habitants de presque trois villages du secteur d'Ambwe, groupement Bisemulu du territoire de Kailo perdent des maisons, écoles et églises à la suite des eaux qui jaillissent du sol. Certains analystes parlent déjà des conséquences du réchauffement climatique, mais le service de l'environnement dit n'être pas au courant de cette situation. En cette période où « il pleut jour et nuit, les sinistrés n'ont pas d'abris, ils vivent à la belle étoile. Ils devraient s'abriter auprès des familles d'accueil mais toutes les familles sont exposées. »

**Des rebelles ADF tuent un chauffeur sur la route Beni – Kasindi.** Des rebelles des ADF ont abattu un chauffeur de camion dimanche 1er janvier la route Beni - Kasindi, tronçon compris entre le pont Semuliki et le village de Makisabo. L'incident est intervenu au cours d'une embuscade tendue par ces terroristes sur la route nationale numéro 4. Les militaires des Fardc sont vite intervenus pour limiter les dégâts. Ils ont neutralisé un des ADF. Cette intervention militaire a donc permis d'éviter l'incendie du camion marque Actros et ses marchandises.

**Enrôlement des électeurs : la Ceni tiendra le délai d'un mois, assure Denis Kadima.** Le président de la Ceni dresse un bilan positif de l'opération d'enrôlement et d'identification des électeurs lancée depuis plus d'une semaine. L'enrôlement et d'identification des électeurs se poursuivent dans cette première zone opérationnelle,

qui comprend dix provinces sur vingt-six, malgré certaines difficultés enregistrées. Quant à la qualité de la carte d'électeur délivrée, il explique que cette impression en noir et blanc présente beaucoup plus d'avantages notamment la réduction des coûts. **Mongala : certaines personnes s'enrôlent deux fois à cause de la mauvaise qualité de la carte.** Les opérations de révision du fichier électoral se poursuivent dans les dix provinces de l'ouest de la RDC depuis leur lancement il y a une semaine. Malgré leur engouement dans la Mongala, plusieurs enrôlés n'apprécient pas la qualité de photo, imprimée en noir et blanc, sur leurs cartes. Du coup, certains ont décidé de se faire enrôler deux ou plusieurs fois, jusqu'à ce qu'ils aient une photo agréable. Des témoins affirment que le phénomène est enregistré aussi bien dans la ville de Lisala que dans les trois territoires de la province. Cependant, Benjamin Ebambe met en garde contre l'enrôlement multiple : « Inutile d'avoir quatre à cinq cartes, c'est le premier message que nous lançons. De deux, ceux qui viennent de le faire seront radiés, ils ne vont même pas voter. S'ils sont candidats, le serveur central de la Ceni ne reconnaîtra pas ces numéros-là ».

**Cri d'alarme des chefs coutumiers pour environ 50 000 déplacés à Mahagi.** Plus de cinquante mille personnes, qui ont fui les récents affrontements entre les groupes armés Codeco et Zaïre dans le territoire de Mahagi (Ituri), vivent dans des conditions précaires. Elles manquent de tout : pas de nourriture, de médicaments et d'abris... ont affirmé le 2 janvier les chefs coutumiers locaux. Ces déplacés sont concentrés dans les localités de Kambala et de Katanga dans le secteur de Walendu Watsi qui comptent environ 15 000 personnes. 40 000 autres ont trouvé refuge aux villages de Jupamamba, Akonzikane et de Jupaketa dans les chefferies des Angals et de Panduru. La plupart travaillaient dans des champs des autochtones. Mais ces travaux sont rares car c'est la période de la récolte.

**Accalmie à Rutshuru et Masisi après combats entre le M23 et les milices locales.** Cette accalmie intervient à Kiseguro sur l'axe Nyamilima-Ishasha, après des affrontements qui ont opposé la veille la rébellion du M23 aux milices locales. Les rebelles du M23 occupent depuis dimanche cette localité située à 30 km de Kiwanja, après y avoir délogé les Mai-Mai et FDLR. Par ailleurs, la situation reste calme mais tendue sur les axes Bwiza-Kitchanga, chefferie de Bwito ; après des combats - il y a quelques jours - entre les Fardc et les Mai-Mai contre le M23.

**Les enfants du feu Mamadou Ndala saluent le soutien du gouvernement.** « Nous remercions le gouvernement congolais pour le soutien moral, matériel et financier tant soit peu qu'il ne cesse de nous assister. Et surtout que nous sommes encore tous mineurs de notre état ». A cette occasion, ils ont également demandé au chef de l'Etat, en sa qualité de père de la nation, de faire quelque chose en mémoire de leur feu père. Mamadou Ndala fut tué, il y a neuf ans, dans une embuscade alors qu'il se rendait à Eringeti.

**Kwamouth : des hommes armés tuent 3 personnes à Kinsele ;** Pour ce député provincial du Mai-Ndombe, la paix n'est pas encore totale dans ce territoire : « Ils ont mis fin aux opérations militaires mais le 1<sup>er</sup> janvier, il y a eu trois morts à Kinsele. A Kwamouth jusque-là, il n'y a eu pas la paix » Alors que le chef de secteur de Wamba, dans le territoire de Bagata, affirme plutôt qu'il y a une accalmie dans cette partie du Kwilu. Une thèse que corrobore le commandant Fardc garnison de Bandundu : « Néanmoins s'il y a de petits problèmes, nous demandons à la population de collaborer avec nous pour que nous puissions mettre fin définitivement à l'insécurité ».

**Tshilenge : le chef de l'Etat constate les travaux de montage des usines de transformation de maïs et de manioc,** au site de Nkuadi. La firme « Dem Maritius Equipement » est en train d'installer ces usines après avoir gagné le marché auprès du gouvernement congolais. Le représentant de cette structure a indiqué que l'usine de maïs a la capacité de transformer 130 tonnes par jour alors que celle de manioc peut broyer 100 tonnes par jour, soit 250 kg de farine. Il a assuré que dans la transformation de ces deux produits agricoles, rien ne sera perdu car les épluchures seront transformées en aliment pour le bétail.

**Sécurité dans l'Est : LAMUKA appelle Félix Tshisekedi à se méfier des forces de l'EAC.** « La mission de sécuriser les enfants du Congo appartient à l'armée et la police congolaise. Le fait que Monsieur Felix Tshisekedi compte sur les militaires des pays de l'Est pour sécuriser les enfants du Nord-Kivu et de l'Ituri traduit son absence de vision sécuritaire en long terme ». Le porte-parole de Lamuka s'étonne que le chef de l'Etat ait pris de risque maximal, en se rapprochant même de l'armée du Sud-Soudan : « Ce jeune Etat d'Afrique créé en 2011, un Etat instable. C'est un Etat qui n'a pas en réalité d'armée car son armée c'est un brassage de miliciens issus d'anciens groupes armes ».

**Mardi 3 janvier.**

**Kongo-Central : la société civile déplore des cas d'insécurité à Kwilu-Ngongo.** Selon la société civile, le dernier cas remonte au jour de la fête de la Nativité, où des malfrats ont déshabillés des enfants qui fêtaient sans être inquiétés par la police. Elle attribue cette contre-performance de la police à sa familiarité avec la population de Kwilu-Ngongo : « A Kwilu Ngongo, il y a des policiers qui ont fait 30 ans. Il y a aussi le problème d'inefficacité de la police ». Elle propose que des policiers opérants à Kwilu-Ngongo soient mutés ailleurs.

**Les rebelles du M23 occupent le village Kisharo,** chef-lieu du groupement Binza. Selon des sources locales, les rebelles du M23 se seraient emparés de cette grande agglomération à l'issue des combats contre les milices locales et les FDLR. Ces rebelles ont mené un pillage systématique à Kisharo, où des marchandises des boutiques, du bétail et autres biens de la population ont été emportés. Par ailleurs sur d'autres lignes de front, les Fardc ont réussi à repousser ces M23 des villages Kamatembe et Karenga dans le parc des Virunga. Les rebelles du M23 ont promis, de se retirer de Rumangabo et Kishishe, à la demande de la force de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC).

**Bunia : près de 30 000 déplacés reçoivent des soins gratuits et des articles ménagers.** Près de trente mille déplacés de six aires de santé de Logo dans le territoire de Mahagi (Ituri) ont bénéficié pendant une semaine d'une assistance en articles ménagers essentiels et en médicaments, pour la prise en charge gratuite de ces déplacés. Ce don s'inscrit dans le cadre du projet Réponse rapide de l'Unicef exécuté par l'ONG internationale Programme de promotion des soins de santé primaires (PPSSP). Pour les autorités locales, cette action permet de réduire la vulnérabilité des bénéficiaires et de sauver des vies en détresse. Les bénéficiaires, estimés à 6700 familles, ont fui en novembre 2022 les attaques de la milice Codeco, qui avaient fait onze morts dans le village de Wala dans la chefferie de Djukot dans le territoire de Mahagi. Ils avaient tout abandonné pour se réfugier au groupement Umoyo.

**Kindu : les participants au festival Umoja plaident pour la paix dans l'Est de la RDC.** La paix et l'unité dans l'Est de la RDC ont été prêchées à Kindu à travers les chansons, danses, poèmes, slams, théâtres et comédies, au cours de la deuxième édition du festival Umoja wa Mashariki qui s'est clôturée tard le 1<sup>er</sup> janvier. Cette activité a été rendue possible grâce à l'expertise des artistes du Maniema et ceux venus d'autres provinces. Les participants à ce festival ont tous plaidé pour le retour de la paix dans l'Est de la RDC. Une fois la paix restaurée dans l'Est de la RDC, Umoja wa Mashariki va se lancer à l'encadrement des jeunes et femmes vendeuses.

**Beni : baisse du prix de certains produits importés après l'ouverture d'une voie de déviation au pont Lume.** Les produits d'importation avaient en effet connu une hausse brusque de prix, à la suite de l'effondrement du pont Lume. Cependant, le prix de quelques autres produits n'a pas connu une baisse, comme le carburant. Un litre d'essence, qui coûtait 1,5 USD à la pompe avant l'effondrement du pont, se vend aujourd'hui 2 USD. Le président de la Fédération des entreprises du Congo (FEC) justifie ce prix du carburant par la majoration du prix de dédouanement par le gouvernement congolais.

**Kindu: la société civile de Mikelenge plaide pour la prise en charge des sinistrés de la pluie du 12 décembre.** Selon la société civile, cette pluie avait endommagé les maisons de plus de 900 ménages de la commune de Mikelenge. Jusqu'à ce jour, ces sinistrés n'ont aucune assistance. La plupart de ces sinistrés sont abrités dans des écoles, des églises et les maisons de voisins. Ils sont en train de développer plusieurs maladies surtout les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes, ils sont exposés au paludisme et d'autres maladies », ajoute-t-il.

**Kasaï-Oriental : Félix Tshisekedi inaugure le Centre communautaire de Kabeya Kamwanga.** Il est présenté comme le prototype d'infrastructures prévues dans le cadre du programme de développement des 145 territoires afin de réduire les inégalités entre les milieux ruraux et urbains. Le centre abrite l'École primaire moderne de Mupompa dénommée « Dr Etienne Tshisekedi », située à plus ou moins 90 km de Mbuji-Mayi. Cette école a été construite et équipée par les bâtisseurs du Service national de Kaniama Kasese. Cette école primaire devra accueillir les enfants de Mupompa et ceux de tout le secteur de Kabeya Kamwanga. Les élèves de Kabeya Kamwanga bénéficieront en plus d'un point d'addiction d'eau potable, d'un centre récréatif, d'un centre hospitalier moderne et d'une centrale photovoltaïque pour l'énergie.

**Kongo-Central : la route Boma -Moanda coupée à Tshela,** à la suite de la pluie diluvienne qui s'est abattue le 1er janvier sur la zone. Cette pluie a aussi provoqué des inondations et l'écroulement de plusieurs maisons dans différents quartiers du centre commercial de Tshela.

**Ituri : 7 militaires arrêtés pour tracasseries sur la population à Irumu.** Plusieurs cas de tueries sont perpétrés par des hommes armés pour exploiter le cacao abandonné par les habitants qui ont fui les exactions des rebelles ADF. Ces bandits armés vont revendre ces produits au détriment des agriculteurs, qui sont la cible de menaces et d'attaques. Par rapport aux tracasseries, le coordonnateur de la société civile encourage l'autorité à sanctionner sévèrement les présumés auteurs qui violent les droits de la population à la liberté de circulation. La lutte contre les tracasseries des forces de sécurité doit être étendue dans toutes les entités de la province.

**Rutshuru : les notables s'inquiètent de la lenteur dans le processus de retrait du M23.** Les notables du territoire de Rutshuru (Nord-Kivu) désapprouvent la procédure de retrait village par village et proposent que ces rebelles quittent immédiatement tous les villages pour rentrer dans leur bastion initial, selon l'accord du sommet de Luanda. A ce jour, la rébellion du M23 avec leurs alliés occupent plus de 100 villages en groupements de Bwisha et Bwito dans le Rutshuru (Nord-Kivu). Ces rebelles qui, après s'être retirés de Kibumba, renforcent leurs positions sur d'autres fronts, comme sur l'axe Kiwanja- Ishasha.

**Lubumbashi : le parti ANAFEK sensibilise les jeunes sur l'enrôlement.** Selon le parti politique Alliance Nationale des Fédéralistes Kyunguistes (ANAFEK) la jeunesse se dit souvent marginalisée par la politique. Pour lui, seules les élections peuvent permettre les jeunes de changer la classe politique du pays. C'est ainsi que le président de l'ANAFE demande aux jeunes d'être candidats aux élections et de se choisir entre eux afin de se choisir elle-même sa classe politique.

**Sud-Kivu : l'ASBL IDAKI plaide pour l'assainissement du secteur minier en 2023.** Le vice-président de l'ASBL IDAKI indique « le souhait est qu'en 2023, année électorale, les autorités aient tout intérêt à bien travailler pour gagner la confiance de la population. Parce que, si elles ne les font pas, la sanction socio-populaire les attende ». Il a regretté que tout au long de l'année 2022, le secteur minier ait été envahi par des opérateurs étrangers ainsi que des militaires, au Sud-Kivu. Il attribue cette situation notamment aux crises intempestives entre l'exécutif provincial et l'Assemblée provinciale du Sud-Kivu.

**Ituri : la milice Zaïre accusée d'avoir tué environ 64 personnes en 5 mois,** dans les secteurs de Walendu Watsi et Tatsi. L'Association LORI, a invité le gouvernement à traquer ces miliciens réfractaires au processus de paix en Ituri pour la protection des civils. Il a également appelé à l'accélération du processus de désarmement et démobilisation des groupes armés pour éviter l'escalade des violences dans cette province. L'association LORI dénonce ce qu'elle qualifie d'actes de provocation de la milice Zaïre dans les milieux occupés par Codeco qui a déjà adhéré au processus de Nairobi 2 et signé l'acte d'engagement de cessation définitive des hostilités.

**Rentrée académique à l'UNIKIN : des étudiants pour l'uniformisation du calendrier académique.** D'autres étudiants de « la Coline inspirée » ont souhaité que les professeurs enseignent eux-mêmes les cours en lieu et place des assistants et Chefs de travaux. Ils ont en outre appelé le gouvernement à tout mettre en œuvre pour éviter des grèves des professeurs tout au long de l'année académique 2022-2023.

**Nord-Kivu : des centaines de cas de femmes fistuleuses recensés entre 2018 et 2020.** Selon le président de la société civile de Masisi, la plupart de ces cas remontent en 1997, lors du passage de l'AFDL dans sa conquête vers Kinshasa. Dans son enquête, il a révélé que ces femmes ont été victimes des violences sexuelles, mais aussi des accouchements non assistés. Il a ainsi exhorté l'Etat congolais et les humanitaires à faciliter la réinsertion sociale de ces femmes vulnérables, discriminées depuis des années. « Ces femmes ne mangent pas et elles ne peuvent pas faire du commerce, ni passer librement dans le marché ou dans une église. Elles sont là, traumatisées et délaissées. Voici pourquoi nous sollicitons le gouvernement de nous trouver un partenaire, afin que ces mères puissent guérir et [ainsi] elles seront en mesure de se prendre en charge », a-t-il dit.

**Agression rwandaise : les militaires de la 31<sup>ème</sup> région appelés à s'apprêter pour d'éventuelles interventions.** Le commandant de la 31<sup>ème</sup> région militaire, basé à Kisangani (Tshopo) a appelé, lundi 2 janvier, ses troupes à s'apprêter pour d'éventuelles interventions dans l'Est du pays. Il a rappelé que la RDC était en difficulté à cause d'une de ses portions est occupée par l'ennemi. Il fait allusion à l'agression rwandaise via la rébellion du M32 dans le Rutshuru (Nord-Kivu).

**Mercredi 4 janvier.**

**Retour de Félix Tshisekedi à Kinshasa après 5 jours au Kasai-Oriental.** Avant de quitter la ville de Mbuji-Mayi, il a donné de nouvelles orientations aux gouverneurs de l'espace Kasai sur le Programme de développement de 145 territoires. Le président de la République a également présidé la réunion du Conseil de

sécurité élargi du Grand Kasai, à laquelle ont pris part les gouverneurs du Kasai-Oriental, Kasai-Central, Sankuru, Kasai et Lomami. Des généraux des Fardc et de la PNC, le procureur général de Mbuji-Mayi et autres responsables des services de sécurité ont également été associés à cette réunion. Durant son séjour au Kasai-Oriental, Félix Tshisekedi a inspecté des infrastructures, notamment à Kabeya Kamwanga, où il a visité le Centre d'intégration sociale Étienne Tshisekedi wa Mulumba et les sources d'adduction d'eau potable qu'aménage la Fondation Mutota. Il s'est ensuite rendu à Mupompa, dans le secteur de Kabeya Kamwanga, territoire de Munkamba, où il a inauguré une école primaire moderne dénommée "Dr Étienne Tshisekedi wa Mulumba".

**Alphonse Ntumba Luaba :** « Nous avons conquis l'indépendance de hautes luttes dans le sang ». Les Congolais commémorent ce 4 janvier les martyrs de l'indépendance, en souvenir des gens qui ont été tués lors d'une manifestation dans la ville de Kinshasa, à travers laquelle ils réclamaient l'indépendance du Congo. Cette commémoration des martyrs de l'indépendance, confirme les propos du tout premier Premier ministre de la RDC, Patrice-Emery Lumumba, selon lesquelles « Cette indépendance n'a pas été octroyée. Nous avons conquis l'indépendance de hautes luttes dans le sang, et en particulier le sang des martyrs du 04 janvier 1959 ».

**Enrôlement des électeurs : la CENI/Maniema sensibilise les parties prenantes au processus électoral.** La Commission électorale nationale indépendante s'apprête à lancer l'opération d'identification et d'enrôlement des électeurs dans la province du Maniema, classée dans la troisième aire opérationnelle. En perspective de cette opération, le secrétariat exécutif de la CENI/Maniema a organisé mardi 3 janvier à Kindu un cadre de concertation avec les parties prenantes au processus électoral. Cette sensibilisation a tourné autour des innovations de la loi électorale et ses mesures d'application, les innovations sur la loi d'identification et d'enrôlement des électeurs ainsi que la cartographie des Centres d'inscription au Maniema. Pour lui, « la sensibilisation doit être l'affaire de tout le monde. Nous avons besoin de l'accompagnement de la société civile, des partis politiques », a-t-il lancé. **Jean-Pierre Bemba :** « L'enrôlement détermine l'avenir politique du pays ». Le président du Mouvement de libération du Congo déclare « c'est capital. Cela détermine l'avenir du pays du point de vue politique, les choix des dirigeants. Tous les Congolais devraient s'imprégner de cette opération, mais également l'effectuer ». **Maniema : lancement de la campagne « Zéro élu réélu » ce 4 janvier à Kindu.** Selon le président de la Nouvelle dynamique de la société civile l'objectif de cette campagne est d'avoir une nouvelle classe politique pour le développement de cette province. Il dit avoir constaté que les élus des législatures passées (2006, 2011 et 2018) ont montré leurs limites. Il a appelé la population du Maniema à sensibiliser sur la thématique de cette campagne et entend faire le porte-à-porte pour faire voir l'importance d'avoir une nouvelle classe politique. La campagne « Zéro élu réélu » va durer toute l'année 2023. **Le parti MS appelle la population à s'enrôler massivement.** Le vice-président du parti politique Mouvement Social a également affirmé « le Mouvement social est un parti de l'Union sacrée et que lors des élections prochaines s'il faut échouer il échouera avec le pouvoir et s'il faut réussir, il réussira avec le pouvoir ». Il a précisé que le soutien du parti au chef de l'Etat s'impose à tout le monde après avoir été décidé au congrès.

**Rapport de l'ONU sur l'Est de la RDC : 150 ONG demandent à la CPI d'ouvrir des enquêtes.** Le Réseau contre le terrorisme en RDC (RCT), plaide pour que la Cour pénale internationale (CPI) se saisisse des cas de violations graves de droits de l'homme pour mener des poursuites contre leurs auteurs, afin de mettre fin à l'impunité du M23 et son soutien par le Rwanda. Le RCT exige des sanctions contre le Rwanda et demande à la Cour pénale internationale d'amorcer les enquêtes aux fins de poursuites des plus hauts responsables de ces crimes. Le rapport établi que le M23 a utilisé des enfants combattants, bombardé des biens à caractère civil, commis des meurtres des viols, des détentions arbitraires, des tortures et autres exactions qui ont provoqué des déplacements forcés des populations à l'intérieur du pays et à l'étranger.

**Lubumbashi : Jean-Claude Muyambo quitte l'Union sacrée.** Le président de la Solidarité congolaise pour la solidarité et le développement (SCODE), Jean-Claude Muyambo Kyassa annonce son départ de l'Union sacrée de la nation et se déclare candidat à l'élection présidentielle de 2023. Son retrait de l'Union sacrée a entraîné le départ, du gouvernement de coalition, de quelques ministres de son parti « Ensemble pour le République ».

**Kisangani : la gouverneure Nikomba préconise la réhabilitation de la Place des martyrs.** « Dans la province de la Tshopo, l'histoire des martyrs de l'indépendance doit être conservée et racontée à nos enfants. La raison pour laquelle la place des martyrs qui leur est dédiée doit être réhabilitée pour leur mémoire », a-t-elle déclaré. Elle s'est réjoui que 64 ans après ces martyrs, les Congolais continuent de développer le sentiment patriotique et ne jurent que par l'unité du pays. Plusieurs activités ont été organisées en marge de cette commémoration. **L'appel des jeunes de Mbandaka.** « Les morts ayant abouti à l'indépendance de la RDC n'ont pas été vaines. Elles doivent éveiller la motivation, le sacrifice et l'engagement de la jeunesse dans le processus du développement socio politique, économique et sécuritaire du pays », a indiqué le coordonnateur de Filimbi à l'Equateur. Il a par ailleurs reconnu que la majorité des jeunes congolais ont de potentialités mais ils

manquent d'appui ou d'impulsion. **Quatre janvier 2023 : des jeunes de Beni appelés au patriotisme**, pour la sauvegarde de l'intégrité du territoire national. Un activiste démocrate au sein de l'ONG « Lisanga Pona Congo ya Sika », a lancé cette invitation à la conférence organisée en mémoire des martyrs de l'indépendance. L'ONG « Lisanga Pona Congo ya Sika » a appelé à mettre au profit la journée de 4 janvier pour réfléchir sur les stratégies de sauvegarder le pays.

**La route nationale 1 menacée de coupure en pleine ville de Kikwit.** Une bonne partie du macadam de la RN1 a été emportée dans une érosion, qui s'est aggravée après la pluie de dimanche dernier. Selon le président de la société civile de Kikwit, la circulation est aussi difficile sur cette route dans la commune de Nzinda ; la passerelle érigée pour faciliter le passage en attendant la réhabilitation du pont Lwini s'étant écroulée après la même pluie.

**Sud-Kivu : l'annonce du logiciel « E-transports » pour garantir la sécurité routière.** « Nous voulons mettre en place un logiciel appelé « E-transports » qui va enregistrer tous les engins roulants terrestres et diminuer les tracasseries routières à travers une approche technologique et numérique qui est implémentée dans le secteur des Transports », a expliqué le ministre provincial des Transports du Sud-Kivu Il a indiqué qu'à travers ce logiciel, le gouvernement entend équiper la brigade de la CNPR pour qu'elle fasse le contrôle routier par les matériels.

**Le GADERES dénonce le recrutement des enfants dans les groupes armés.** Le Groupe d'action pour la démobilisation et la réinsertion des enfants soldats, a affirmé qu'aucun enfant ne peut se déclarer volontaire ou être considéré comme tel, sous prétexte qu'il faut défendre et protéger une communauté. Son coordonnateur a fait remarquer que les groupes armés opérant en Ituri, au Nord-Kivu et au Sud-Kivu n'ont aucune excuse de recruter les enfants. Citant les agences de protection de l'enfant, il a accusé le M23 d'avoir entamé, en juillet dernier, le recrutement d'enfants dans les territoires de Rutshuru, Lubero, Walikale et Masisi. Ces enfants, en plus d'être témoins ou auteurs d'atrocités commises sur les lignes de front servent à la collecte et à l'acheminement des bétails ainsi que des produits agricoles extorqués aux paisibles citoyens. En Ituri, la CODECO, Zaïre et la Force de défense contre la balkanisation du Congo et au Sud-Kivu, Twirwaneho sont également accusés de faire la même pratique.

**Jeudi 5 janvier.**

**Arrivée des militaires kenyans de l'EAC à Rumangabo.** Cette force de deux convois de militaires kenyans de la Communauté d'Afrique de l'Est serait visiblement en reconnaissance du terrain, estime la société civile locale, en attendant un éventuel retrait du M23 ce jeudi 5 janvier de Rumangabo et Kishishe. Pendant ce temps, l'opinion locale ne digère pas le fait que ces rebelles expriment une chose et font le contraire sur terrain. C'est notamment le fait de se « retirer » d'une zone occupée, alors qu'ils en occupent d'autres et renforcent leurs positions sur d'autres axes. Cette question suscite plusieurs réactions et mécontentement au sein de la population,

**Ituri : le groupe armé Codeco libère 18 otages.** Parmi ces treize otages figurent une femme et son bébé. Ils avaient été kidnappés le 23 décembre dernier à Bambou (Djugu) à une quarantaine de km de Bunia ; alors qu'ils quittaient le centre commercial de Kilo pour se rendre à Bunia. Ces personnes avaient aussitôt été conduites à Petsi, l'une des bases de la milice Codeco. Le président de la communauté Lori, qui regroupe le peuple lendu, s'est félicité de ce dénouement heureux. Il a reconnu que le processus de paix en cours, piloté par le gouvernement avec l'appui de la Monusco, rencontre des défis énormes ; notamment avec des attaques de la milice Zaïre. Cinq autres otages arrêtés dans le territoire de Mahagi par des éléments de la CODECO dans la chefferie d'Angal ont, eux- aussi, été libérés et remis à l'administrateur du territoire de Djugu ce même mercredi.

**Kwilu : implantation des sous-commissariats de la police à Bagata.** Ces nouveaux sous-commissariats de la police sont implantés précisément dans les citées de Kikongo, Fatundu, Kilungu, et ailleurs dans le secteur de Wamba. Plusieurs éléments de la police, venus de la ville de Bandundu et de Kikwit, y sont commis pour constituer un bataillon opérationnel dans ces coins de la province du Kwilu insécurisés depuis un moment par des assaillants armés. Le porte-parole et chargé de communication de la police du Kwilu indique que ces policiers sont déjà opérationnels sur place. Il précise qu'ils ont pour mission de maintenir la paix dans la zone. Depuis lundi 2 janvier, a par ailleurs annoncé la même source, le commissariat provincial de la police du Kwilu procède au recrutement des jeunes. Ceux-ci iront en formation de base pour devenir des policiers de carrière.

**Crise en RDC : les USA réitèrent leur appel au Rwanda de cesser tout soutien au M23.** Washington salue le rapport des experts des Nations unies, qui fait état de preuves irréfutables du soutien du Rwanda aux rebelles du M23. « Prenant note des preuves claires du soutien rwandais au M23 et des rapports crédibles de graves violations des droits de l'homme par le M23, nous réitérons notre appel au Rwanda pour qu'il cesse tout soutien



au M23 et retire ses troupes de l'est de la RDC », souligne le département d'Etat. Le M23 doit ainsi déposer les armes et se joindre aux consultations du processus de Nairobi. Aussi, le gouvernement américain dénonce la collaboration entre des éléments des Fardc et des groupes armés, dont les FDLR, telle que décrite dans le rapport des experts de l'ONU. Enfin, les Etats-Unis soulignent leur inquiétude face à l'escalade inquiétante de la xénophobie et des discours de haine contre la communauté rwandophone en RDC, qui ont été mis en évidence dans le rapport.

**Kongo-Central : évasion massive des détenus du cachot de la police à Mbanza-Ngungu.** Selon des témoins, cette évasion a eu lieu vers 19 h au cachot du parquet près le tribunal de grande instance de Mbanza-Ngungu. Ces détenus se sont entendus et ont exprimé le besoin de boire de l'eau. A l'arrivée du bidon d'eau, ils ont forcé la porte du cachot et sont sortis en masse. Les deux policiers de garde surpris par l'événement, n'ont pas pu maîtriser ces quarante détenus. Ces derniers ont fui en abandonnant leurs armes. Le chef d'antenne de la Commission nationale des droits de l'homme fustige le manque de célérité dans le traitement des dossiers judiciaires en période des festivités. Cette situation, est la cause du surpeuplement de ce cachot d'une faible capacité d'accueil.

**Nord-Kivu : accalmie à Binza après 3 jours d'affrontements entre les Fardc et le M23.** Après l'occupation sans combats, par les rebelles du M23, des agglomérations de Buramba et Nyamilima, le 4 janvier, la zone est restée calme, jusque ce jeudi matin. Selon ces sources, les rebelles qui occupent les deux agglomérations situées à environ 40 km de Kiwanja se retrouvent presque entourés par les miliciens locaux, Mai Mai et FDLR. Ces derniers, après avoir abandonné Nyamilima et Buramba aux M23, ont été aperçus, tard dans la soirée de mercredi, les uns à Katwiguru et Kisharo, à une dizaine de km de Nyamilima, et les autres dans les villages Nyaruhange et Ishasha, à 20 km plus au nord vers la frontière avec l'Ouganda. Ce qui, selon ces sources, n'augure rien de bon pour la sécurité dans cette zone et où l'on redoute des affrontements à tout moment entre ces miliciens et les rebelles.

**Bukavu : 3 disparus et des dégâts matériels importants à la suite d'une pluie.** Une forte pluie s'est abattue à Bukavu (Sud-Kivu) mercredi 4 janvier. Certains axes routiers, reliant le centre-ville à la commune de Kadutu et ses périphéries, sont impraticables. Le bilan provisoire fait état de 3 personnes emportées par les eaux de ruissellement, tandis que d'autres personnes repêchées ont été conduites dans des structures sanitaires pour une prise en charge médicale. La route RN2, qui relie Bukavu aux territoires de Kabare, Walungu, Mwenga et Shabunda, est totalement bloquée à partir du Lycée Wima. La circulation des engins roulants y est complètement impossible. Il en est de même sur le tronçon Kuduru vers le marché central de Bukavu. Même les piétons peinent à se frayer un passage. Dans la commune d'Ibanda, la Place Nyawera, s'est vite transformé en un lac artificiel.

**Kinshasa : controverse autour du rapport de l'IGF sur le dossier Cominière.** Le rapport de l'Inspection générale des finances (IGF), notamment sur l'entreprise congolaise Cominière (qui exploite les ressources minières dans la province du Tanganyika), parle « du bradage d'un patrimoine et des ressources minières de la RDC ». Et selon l'IGF, il y aurait aussi des complicités gouvernementales dans ce dossier. Les avis sont donc partagés à ce sujet au sein de l'opinion. Si certains soutiennent les dénonciations de l'IGF, d'autres cependant l'accusent d'avoir des intérêts personnels dans ce dossier. « Et seules les conclusions de la justice nous fourniront l'avis définitif ».

**Sud-Kivu : l'armée appelle la population de Minembwe à se désolidariser des groupes armés.** Le sous-chef d'état-major des Fardc en charge des opérations, a également invité les milices à déposer les armes et à adhérer au programme PDDRC-S. Sur place, il a fait état d'une situation sécuritaire sous contrôle. Il a rappelé aux hommes de troupes leur mission de défendre l'intégrité territoriale et de protéger la population et ses biens.

**Nord-Kivu : la Monusco lance l'opération « Linda Njia » sur l'axe Beni-Nobili.** Cette opération entend « prévenir, dissuader et empêcher » les groupes armés de commettre des exactions contre les civils dans ce coin du pays. La porte-parole de la Monusco a expliqué que « Linda Njia » (protège ta route) va encourager le retour des déplacés dans leurs villages d'origine. Le lancement de cette opération coïncide avec la nomination du nouveau commandant de la force de la Monusco, Otávio Rodrigues de Miranda Filho.

**Report du Forum pour l'unité, la cohésion et le développement du Maniema.** Selon le président de ce forum, Mgr François Abeli, le Conseil de sécurité attribue cette décision à la tenue de la marche de colère des femmes militaires à Kindu. Dans leur manifestation, ces femmes auraient proféré des menaces et insultes à l'égard des autorités. Le président du forum déclare « je leur ai dit que je prends acte mais, que je ne partage pas la justesse de cette décision-là parce que c'est clair qu'il y a autres choses derrière une telle décision. Cette activité n'a rien à

voir avec la politique ». Le forum des filles et fils du Maniema est une initiative citoyenne et non confessionnelle.

**Nord-Kivu : le retrait du M23 toujours pas effectif de Rumangabo et de Kishishe.** Un officier de la force de l'EAC a fait savoir qu'une mission officielle est prévue le 6 janvier à Rumangabo pour se rendre compte du retrait ou pas de ces rebelles. Il a indiqué que quelques militaires de la force régionale patrouillent, depuis mercredi dernier, la zone de Rumangabo. Pendant ce temps, plusieurs notables et acteurs de la société civile de Nyiragongo affirment que le retrait du M23 de Kibumba n'est pas aussi effectif jusqu'à ce jour. Ces derniers, malgré la présence de la force régionale déjà déployée dans la zone, se trouvent toujours dans plusieurs endroits dans les groupements de Buhumba et de Kibumba.

**Nord-Kivu : le gouvernement provincial débloque les fonds pour la réhabilitation de l'axe routier Rwindi-Kitshanga-Goma.** Le tronçon routier à réhabiliter permet de dévier la zone sous occupation rebelle pour arriver dans la capitale provinciale du Nord-Kivu. Le porte-parole du gouverneur militaire du Nord-Kivu, précise que l'objectif est de désenclaver la ville de Goma à travers cet axe routier. Selon plusieurs transporteurs, les véhicules quittant Butembo pour Goma passent plus de trois jours pour parcourir moins de 200 km depuis Rwindi jusqu'à Sake, passant par Kibirizi-Nyanzale et Kitshanga.

**Vendredi 6 janvier.**

**Kwilu : 6 morts dans des accrochages entre des gangs à Idiofa.** La Nouvelle société civile congolaise précise que 5 morts ont été enregistrés dans la commune rurale de Panu et un autre au village Isswi, dans le secteur de Bulwem et appelle les jeunes gens à une cohabitation pacifique. Ces jeunes gens utilisent des armes blanches, des machettes, des barres des fers, des morceaux des bois lors de leurs différents accrochages.

**Général Luboya : « Il s'observe la restauration de la paix en Ituri depuis l'acte d'engagement et les pourparlers de Nairobi ».** Le gouverneur de la province de l'Ituri déclare « des avancées significatives ont été observées l'année dernière dans le processus de paix en Ituri et même depuis l'instauration de l'état de siège dans cette province en mai 2021. Le président de la République a décidé qu'il ne peut pas tout le temps continuer à sacrifier la population. Il a initié le dialogue. Il y a eu signature d'accords d'engagement par différents groupes armés sauf malheureusement le groupe armé Zaïre qui n'est pas signataire. Vous avez vu aussi que, Nairobi 2 et 3, tout le monde était là. Je peux vous rassurer que, tous les ituriens veulent la paix ». Il a affirmé qu'il s'observe aussi, un retour de la population dans plusieurs villages jadis occupés par les groupes armés et qui sont passés sous le contrôle des Fardc. La question des rebelles ougandais de l'ADF, actifs dans cette province, reste cependant la plus cruciale pour l'instant, a reconnu cette autorité provinciale.

**Ituri : le président de la communauté Lori salue l'apport de la Monusco dans la libération des otages de la Codeco.** Cette libération a été obtenue grâce aux démarches des autorités de la province sous la facilitation de la Monusco qui a notamment mis à disposition des moyens logistiques. Le président de la communauté Lori, demande cependant à la Monusco de continuer à soutenir les démarches des autorités du pays en vue de persuader les autres groupes armés réfractaires au processus de paix de suivre la voie du dialogue.

**Matadi : le tronçon routier Toulouse-Régi devenu impraticable.** L'axe Toulouse et Régis n'est pas asphalté. Long de près de 7 km, il conduit à l'aire de santé de Soyo Luadi et à l'Institut de Mvuadu. Cependant, ce tronçon est non entretenu. Il est jonché de bourbiers, de fossés et de flaques d'eau. Ce qui donne du fil à retordre aux automobilistes, motocyclistes et piétons qui l'empruntent. Et pourtant, cet axe est une réponse efficace aux embouteillages qui se créent dès 5h du matin, de la place A15 au marché Makaku à Mvuadu, affirment des habitants de Matadi. La population de ce coin se dit laissée pour compte.

**Kindu : un défenseur des droits de l'homme brutalisé et menacé lors d'un monitoring à la prison de Kalima.** « J'ai été menacé de mort par deux policiers du district centre Maniema à Kalima au nom de Subula et Assani. Ils ont cadenassé la porte pour que je ne quitte pas, parce que simplement j'ai demandé la preuve de paiement pour les frais illégaux d'autorisation des visites des détenus qui s'élèvent à cinq mille francs à la prison centrale de Kalima autorisé par leur hiérarchie. J'ai été libéré à la suite des interventions des autorités provinciales ». Samuel Ramazani exige des autorités de se saisir de ce dossier afin que cesse ces tracasseries.

**Le PPRD boycotte l'enrôlement des électeurs.** Le parti politique de Joseph Kabila a pris cette décision à l'issue d'une réunion de ses cadres, tenue le 5 janvier à Kinshasa par son secrétaire permanent, Emmanuel Shadary Ramazani. Le PPRD juge que l'actuelle composition de la centrale électorale ne garantit pas la crédibilité du processus électoral en cours. Il estime qu'il faut des préalables pour garantir leur transparence, crédibilité et inclusivité. Parmi ces préalables, le secrétaire permanent du PPRD, cite notamment une cour

constitutionnelle impartiale. Il ajoute qu'un autre préalable à la participation du PPRD au processus électoral est le consensus.

**Ituri : plus de 10 villages se vidés de ses occupants dans le territoire de Mahagi.** C'est à la suite de la dégradation de la situation sécuritaire caractérisée par des récentes atrocités des éléments résiduels de la Codeco et de la milice Zaïre qui s'affrontent, causant la mort des civils dans plusieurs localités. La société civile plaide pour le rétablissement de la sécurité dans ces villages pour permettre aux familles qui ont fui de regagner leurs milieux avant le début des opérations d'enrôlement des électeurs annoncées au début du mois de février prochain.

« Cette situation risque de priver des milliers des populations de participer aux opérations d'enrôlement des électeurs le mois prochain » a indiqué la coordination de la société civile de Mahagi.

**Rutshuru : une accalmie observée dans l'agglomération de Nyamilima occupée par le M23.** Les rebelles du M23 qui occupent toujours les agglomérations de Buramba et Nyamilima, sont toutefois encerclés, depuis les derniers combats d'il y a trois jours, par des milices locales. Des habitants sur place craignent d'autres confrontations entre les belligérants. L'occupation de la région par le M23 a entraîné le déplacement massif des populations d'Ishasha et Nyakakoma. La plupart est passée par le lac Edouard en direction du territoire de Lubero ou vers Vitshumbi.

**Maniema : les acteurs de la société civile s'insurgent contre le report du forum pour l'unité, la cohésion et le développement.** « Nous sommes choqué par le préjudice subi par les organisateurs qui ont préparé pendant 6 mois ce forum ». Le conseil provincial de sécurité a enjoint les organisateurs de ce forum de le reporter après que des épouses de militaires ont organisé une marche, dans la ville de Kindu, contre les autorités militaires, suscitant ainsi la mise en place d'une mission militaire d'enquête sécuritaire qui devrait venir de Kinshasa et œuvrer dans la ville au moment que se tiendrait ce forum pour l'unité, la cohésion et le développement du Maniema.

**Nord-Kivu : le commandant de la 3<sup>ème</sup> zone de défense rassure les communautés ethniques de Mushaki quant à leur sécurité.** Lors du conseil provincial de sécurité de mercredi, les membres de ce comité avaient évoqué cette question de déplacement des populations tutsi, fuyant la zone de Masisi pour trouver refuge au Rwanda. Cette mission d'inspection du commandant de la 3<sup>ème</sup> zone de défense avait ainsi l'objectif de rassurer toutes les communautés, et garantir leur sécurité, a affirmé le porte-parole de l'armée au Nord-Kivu.

**Bukavu : 5 morts enregistrés à la suite d'une pluie.** Cinq personnes ont été tuées à la suite de la pluie qui s'est abattue sur la ville de Bukavu mercredi 4 janvier soir, indique le nouveau bilan rendu public ce vendredi 6 janvier. Un autre corps a été retrouvé ce matin à la Place de l'Indépendance, portant ainsi à 5 le nombre des personnes décédées, à la suite de cette catastrophe naturelle.

**Nord-Kivu : le porte-parole du groupe Maï-Maï Bana Bateseka tué ce vendredi à Butembo lors d'une opération de bouclage.** Ce bouclage a été mené par l'armée simultanément dans les villes de Beni et Butembo. Dans le quartier Tamende Kati de la commune de Mulekera dans ville de Beni, sept bandits ont été. Dans la ville de Butembo, plus précisément dans le quartiers Congo ya Sika , l'armée dit avoir récupéré deux armes de type AK 47, cinq chargeurs contenant 150 munitions de guerre mais aussi une lance grenade antichar de type RPG7 dans une maison d'un particulier. Selon ce même communiqué, l'armée a aussi arrêté 31 combattants Maï-Maï, membres du groupe Baraka. « Toutes ces personnes interpellées et leurs armes sont entre les mains de l'armée en attendant leur transfèrement à la justice militaire ».

**Ituri : les FARDC et UPDF pilonnent les positions des ADF dans la forêt de Tokomeka.** Ces rebelles cherchent à se réorganiser dans cette région en vue de mener des attaques ciblées contre les civils et des véhicules. Le colonel Mak Hazukay appelle la population qui se trouve dans la partie sud des chefferies de Banyali-Tchabi et Walese Vonkutu à ne pas paniquer mais à collaborer avec les forces de coalition pour réduire la nuisance des ADF.

**Processus électoral : Mgr Bokundoa appelle les chrétiens protestants à se faire enrôler.** Le président de l'Eglise du Christ au Congo (ECC), a appelé le 5 janvier tous les fidèles protestants à avoir leurs cartes d'électeur afin de voter des représentants valables au sein des institutions. Il a demandé également à la Ceni d'exécuter correctement ses tâches afin d'obtenir les élections dans le délai constitutionnel et de se mettre au travail afin de terminer le processus électoral en décembre de cette année.

**Haut-Katanga : la population appelée à se faire vacciner contre le COVID-19.** Le ministre provincial de la Santé, a invité ce 6 janvier toutes les personnes âgées de 18 ans et plus à se faire vacciner contre le COVID-19 lors de la troisième campagne de routine qui commence ce 9 janvier dans toutes les 27 zones de santé de la province du Haut-Katanga. Il constate que les mesures barrières contre la propagation de la COVID-19 sont de plus en plus bafouées alors que les cas confirmés de cette pandémie sont enregistrés au quotidien. Selon lui, l'objectif visé par cette vaccination est d'atteindre l'immunité collective pour la protection de tous.

**La RDC rend les derniers hommages au caporal Kunyuku, ancien combattant congolais de la deuxième guerre mondiale.** « En présidant cette ultime cérémonie funéraire au milieu de la population et des membres des familles, le Commandant suprême des Fardc et président de la RDC a voulu aussi rendre hommage à tous les compatriotes qui servent sous le drapeau pour défendre l'intégrité territoriale de la RDC », indique la Cellule de communication présidentielle. Le caporal Kunyuku Ngoma Albert aura vécu pendant un siècle. Très jeune, il a combattu au sein de la Force Publique, l'armée coloniale belge, pendant la deuxième guerre mondiale (1940-1945). De son vivant, le caporal Kunyuku a reçu plusieurs médailles de bravoure et mérite civique. La dernière en date est celle du Roi des belges Philippe à l'occasion de sa visite à Kinshasa. En effet, l'illustre disparu avait été décoré le 8 juin 2022 à Kinshasa "commandeur de l'ordre de la couronne" par le Roi Philippe.

**Butembo : 689 détenus de la prison centrale manquent de nourriture et des médicaments (CIFDH).** Le monitoring effectué le 4 janvier par le Centre international de formation en droits humains et développement révèle que les détenus de la prison centrale de Butembo Kakwngura ne mangent plus qu'une seule fois toutes les 48 heures. Ces détenus manquent de nourriture et des médicaments depuis un mois, précise cette ONG de défense des droits de l'homme. Face à cette situation, elle recommande au gouvernement provincial et à l'autorité urbaine de prendre des précautions urgentes pour sauver la vie de ces citoyens. Sur les 689 détenus de cette maison de correction figurent 30 malades dont 5 internés et 25 autres suivent des soins ambulatoires. Il y a aussi plusieurs cas de personnes détenues pour des faits ne constituant des infractions, tels que des conflits fonciers, des dettes. Il y a enfin des cas des mineurs qui sont en conflit avec la loi.

**Samedi 7 janvier.**

**Kinshasa : le gouverneur Ngobila décide d'évacuer « tout ce qui encombre et pollue le Boulevard Lumumba »** Cette décision, a été prise jeudi dernier à l'issue de la réunion que le gouverneur a eue avec les différents commandants des districts de la Tshangu, les bourgmestres des communes qui longent le Boulevard Lumumba partant de l'aéroport international de N'djili jusqu'à Limete. Selon cette dépêche, le gouverneur a dressé un tableau sombre des faits qui caractérisent le Boulevard Lumumba : stationnements anarchiques des bus, taxis-bus et motos-taxis, étalages des marchandises à même le sol, prolifération des marchés pirates, des immondices qui pullulent partout malgré les efforts d'assainissement des équipes de Bopeto. Cette situation, traduit l'incapacité des services de maintien de l'ordre à faire appliquer la loi. Pour résoudre ce problème, dès ce 9 janvier, tous les services concernés devraient, sous la supervision de la ministre provinciale de l'Environnement, procéder à l'évacuation définitive de tout ce qui encombre et pollue le Boulevard Lumumba.

**Rutshuru : les troupes de l'EAC s'installent officiellement à Rumangabo après le retrait du M23.** La force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est se déploie depuis le 6 janvier dans la base militaire de Rumangabo, à 50 km de Goma, dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). La cérémonie officielle du retrait de ce camp par les rebelles du M23 a eu lieu autour de 9 h, le vendredi. Cependant, les habitants de Rutshuru restent sceptiques quant au retrait du M23 de cette base stratégique. Ils attendent voir le M23 quitter toutes les positions autour de Rumangabo pour être rassurés, d'après plusieurs d'entre eux. Sur la base d'un appel de l'EAC, le trafic routier entre Goma et Rutshuru a repris. Quelques motards ont même quitté Goma pour Rutshuru et vice-versa. D'autre part, le déploiement des troupes de l'EAC à Kishishe est toujours attendu depuis le 31 décembre dernier.

**Kananga : la police dotée d'engins roulants pour renforcer ses interventions sur le terrain.** Ce lot est constitué de quatre véhicules de marque Land cruiser et dix motos de marque Apache, qui vont servir à renforcer la sécurité des personnes et de leurs biens. A cette occasion, le gouverneur, a indiqué que ces engins vont permettre à la police de surveiller les entrées et les sorties au niveau des barrières mais aussi s'assurer de la bonne circulation routière.

**Kinshasa : des chefs coutumiers saisissent l'auditorat militaire sur la situation de Kwamouth.** L'avocat conseil de ces autorités coutumières, indique que cette plainte a été déposée contre les présumés auteurs de ce conflit pour établir toutes les circonstances. Les coupables doivent être retrouvés afin qu'ils répondent de leurs actes. « A travers cette démarche, nous attendons que la justice soit faite. Que nos chefs coutumiers puissent retourner dans leur droit. Sur le plan sécuritaire, nous sollicitons qu'à partir de cette plainte, on puisse remettre

en ordre toutes les choses de l'autre côté, à Kwamouth et au plateau des Bateke ». Cette plainte a été suivie d'une conférence de presse tenue par les chefs coutumiers, au cours duquel ils ont demandé aux FARDC et à la police de rester dans la zone de Kwamouth pour assurer la sécurité afin que la population puisse y retourner pour s'enrôler.

**Nord-Kivu : report de la sentence dans le conflit coutumier opposant deux familles régnantes à Munigi.**

L'exécution de la sentence de la Commission consultative de règlement des conflits coutumiers (CCRCC), prononcée le jeudi 5 janvier sur le dossier du groupement Munigi, va être retardée. Ce conflit oppose deux protagonistes au trône. Olivier Kakoti, destituée par cette sentence de la CCRCC/ Nord-Kivu en faveur de Mutumishi Kifende Amini, a introduit un recours au niveau de la CCRCC nationale. Le 21 et le 22 octobre 2021, deux membres de la famille Kifende avaient été tués à la suite de ce conflit du pouvoir.

**Kwilu : renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la réponse et la prévention des violences basées sur le genre.** La dite activité s'inscrivait dans le cadre du projet dénommé 'Réponse appropriées aux besoins de la protection des enfants affectés par la crise humanitaire due aux conflits intercommunautaires dans le territoire de Kwamouth en province du Mai-Ndombe', financé à hauteur de 200.000 USD par le fonds humanitaire de la RDC.

**Maniema : un notable appelle les nouveaux administrateurs de Kailo à travailler pour l'intérêt de la population.** « Nous saluons cette initiative de promouvoir la jeunesse à des postes de grandes responsabilités. Par ailleurs, il est de notre devoir d'exhorter la nouvelle équipe dirigeante de notre territoire d'œuvrer conformément aux textes légaux et réglementaires en la matière dans la paix, la justice, la loyauté et la concorde pour le bien-être et l'épanouissement de toute la population sans distinction aucune. D'ores-et-déjà, nous souhaitons un fructueux mandat à nos trois administrateurs dans notre Kailo natal »

**Le gouvernement et la Monusco évaluent leur partenariat.** Cette réunion s'est tenue sous l'autorité du Président de la République et la Monusco était représentée par sa cheffe, Bintou Keita. Les échanges ont porté sur les conditions d'une collaboration tripartite FARDC-Monusco et Force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), afin de concrétiser les résolutions du mini-sommet de Luanda du 23 novembre 2022. Ce sommet avait recommandé le cessez-le-feu, le retrait, le désarmement et le cantonnement des combattants du M23. Le Conseil de sécurité a récemment renouvelé pour un an le mandat de la Monusco et, conformément au souhait de la RDC, ce partenariat doit être réévalué pour aboutir à sa fin après les élections de décembre 2023.

**Nord-Kivu : l'ONG REDHO alerte sur le conflit foncier dans les chefferies de Baswagha et Batangi.** Ces deux entités se disputent le village de Mutswambi situé dans le territoire de Lubero. Le Réseau pour les droits de l'homme, révèle certains incidents à la suite de ce conflit. Le dernier en date est celui vécu le 3 et 4 janvier, où plusieurs maisons appartenant aux ressortissants de Vukenu ont été incendiées et d'autres démolies à Vurangwa par des gens qui seraient venues de Vukukunu. Le REDHO, qui s'inquiète du silence des autorités face à ce problème qui date de plus de trois ans déjà, appelle les autorités administratives du territoire de Lubero, celles de la province du Nord-Kivu ainsi que les autorités judiciaires et même la commission diocésaine justice et paix du diocèse de Butembo/Beni, de s'impliquer dans ce dossier pour que la paix règne dans cette partie du territoire.

**La police assure sur retour de la paix dans le grand Bandundu.** Il s'agit précisément de territoires de Kwamouth au Mai-Ndombe, de Bagata au Kwilu et du secteur Bukanga Lonzo au Kwango. Des escadrons de la police sont en train d'être implantés dans tous les villages qui ont connu des atrocités pour faciliter la mission de pacification entre les communautés en conflit, affirme le commissaire général adjoint qui séjourne depuis le 5 janvier à Masiambio, où il a débuté sa mission qui consiste à faire le suivi d'implantations de ces escadrons. Ce responsable de l'administration de la police demande à la population d'enterrer la hache de guerre et de privilégier la cohabitation pacifique.

**Ituri : la diminution des poissons dans le lac Albert affecte de nombreux habitants de Djugu.** Les responsables du comité local des pêcheurs expliquent que les causes de cette diminution seraient liées au mauvais système de réglementation de pêche qui, estiment-ils, fait disparaître une grande quantité de poissons du lac. D'après eux, ils capturaient en moyenne 200 voire 300 kilos de poissons par jour, il y a environ deux mois. Mais, actuellement ils ne dépassent pas 20 kilos par jour. Du coup, l'on observe une hausse de prix sur le marché. Ce comité souhaite que le gouvernement provincial instaure le système de pêche trimestriel, suivi d'un repos biologique de la même durée afin d'accorder le temps aux nombreuses espèces de poissons de se reproduire.

**Maniema : la société civile déplore le délabrement des routes Kindu-Kalima et Kindu-Kasongo.** Leur détérioration affecte la vie socio-économique de la population. Elle demande au gouvernement provincial de

prendre ses responsabilités en cherchant une solution durable à ce problème qui pénalise la population. En attendant pour faciliter le passage des véhicules et passagers, l'Association des chauffeurs du Congo (ACCO) du Maniema compte lancer les travaux d'urgence au niveau des endroits délabrés.

**EPST : le syndicat demande au gouvernement de libérer tous les dossiers relatifs à la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement,** entre autres, le réajustement de la prime de gratuité des enseignants, la prime d'encadrement de la paie des agents et cadres des services centraux de l'EPST. Le porte-parole du syndicat appelle les enseignants à reprendre le chemin de l'école après les vacances, en attendant la réaction du gouvernement.

**Kasaï-Central : le gouvernement annonce une assistance de 500 000 USD aux victimes du conflit Kamuina Nsapu.** Le ministre des Affaires sociales, actions humanitaires et solidarité nationale, l'a dit à Kananga où il séjourne pour évaluer le nombre des personnes qui avaient été touchées par ces événements entre 2016 et 2017. Selon lui, il fait l'état de lieux pour que cette assistance puisse parvenir aux nombreuses victimes de ce conflit.

**Mai-Ndombe : deux inspecteurs itinérants suspendus pour monnayage des opérations de contrôle.** A en croire l'inspecteur principal provincial, ils ont « effectué sans autorisation, l'opération de contrôle des dossiers des enseignants dans les écoles et des autres agents ». Et à l'occasion, ils ont monnayé ladite opération en exigeant la somme allant de 5000 à 10.000 FC (5 USD) à chacun d'eux pour être contrôlé. Les récalcitrants seront sanctionnés afin d'éradiquer toutes ces mauvaises pratiques et rendre efficace l'enseignement dans le Mai-Ndombe.

**Lomami : deux journalistes arrêtés par l'ANR,** qui les accuse de diffamation. Sylvain Kiomba et Joseph Ebono sont respectivement rédacteur en chef et journaliste à la radio privée Shilo FM. Les sources locales indiquent que Sylvain Kiomba a été invité jeudi dernier par l'Agence nationale de renseignements pour l'éclairer autour de la diffusion d'une dénonciation du président de la société civile sur l'existence d'un cachot clandestin à la résidence du chef de poste de Lubao, où une dame avait été détenue pendant plus de 48 heures. La même source indique qu'après son interrogatoire, le confrère a été gardé au cachot. Joseph Ebono qui s'est rendu sur le lieu pour s'enquérir de la situation a été, par la suite, mis en garde à vue. Le président de la société civile confirme avoir des preuves pour appuyer sa dénonciation faite auprès du journaliste et relayé par d'autres médias locaux.

**Dimanche 8 janvier.**

**Les jeunes du Kasaï-Central demandent au chef de l'Etat de concrétiser sa promesse de doter la province d'une centrale hydroélectrique.** Une délégation de l'Alternative des jeunes pour le changement séjourne à Kinshasa afin de mener de plaidoyer auprès des autorités sur cette question. « L'objectif de cette mission est de découvrir ce qui bloque » en rencontrant les ministres sectoriels. Le président Tshisekedi avait promis le 2 janvier aux chefs traditionnels, aux forces vives du territoire de Dibaya et aux équipes techniques, de poursuivre et de terminer les travaux du barrage de Katende au Kasaï-Central. Depuis plusieurs années, les travaux du barrage de Katende se sont arrêtés et l'une des principales raisons est l'insécurité créée par la milice Kamwina Nsapu dans le territoire de Dibaya, épice de ce conflit sanglant. Depuis quelques mois, les matériels qui étaient bloqués à Lubumbashi devraient être acheminés à Katende. Mais les choses, selon les sources locales, n'évoluent pas.

**Nord-Kivu : hausse des prix et rareté des produits de première nécessité à Masisi et Walikale.** A la base de cette situation, la dégradation de la route Goma-Masisi-Walikale, marquée par plus de vingt bourbiers marécageux et des eaux boueuses, rendant difficile le trafic. A cela s'ajoute également le délabrement avancé d'importants ponts se trouvant sur ce tronçon routier d'intérêt provincial.

**Kinshasa : la DYPRO invite les jeunes à s'approprier le processus électoral.** Le coordonnateur de la Dynamique progressiste révolutionnaire, a affirmé que tout commence par l'enrôlement. Il invite ainsi les jeunes à se faire enrôler pour rendre possible leur représentativité dans le futur et demande aux responsables des partis politiques membres de la DYPRO de préparer les listes des candidats, en réservant une place de choix aux jeunes.

**Nord-Kivu : 10 personnes tuées par une nouvelle milice au territoire de Masisi.** Cette milice, dénommée Shishikara et dont le chef n'est pas toujours connu, commet impunément beaucoup des violations contre les populations civiles dans les groupements de Boabo et dans une partie du groupement des Banyungu. Ils s'en prennent également aux bétails dans les différentes fermes situées dans ces entités.

**Ituri : la société civile de Mobala enjoint le gouvernement d'accélérer le P-DDRCS et traquer les groupes armés réfractaires.** Le président de la société civile de Mobala, salue les avancées sur le plan sécuritaire dans cette entité au cours de l'année 2022 mais ces avancées doivent maintenant se matérialiser avec la traque des groupes armés qui jusque-là n'ont pas encore souscrit au processus de paix. Il demande à la population de bannir la haine pour contribuer au développement de leur entité.

**Kindu : le sénateur Jérôme Bikenge regrette le report du forum pour l'unité, la paix, la cohésion et le développement des filles et fils du Maniema.** « Ce forum est un lieu indiqué pour participer au développement de la province du Maniema. C'est qui est vrai, cette déception elle est patente, mais c'est une déception de courte durée parce que ce sont peut-être les manœuvres dilatoires, mais tôt ou tard le forum sera organisé et nous allons prendre des décisions dans le sens d'orienter le développement de cette province ». Jeudi 5 janvier, la nouvelle société civile du Maniema s'était aussi indignée du report, par le conseil provincial de sécurité, du forum pour l'unité, la cohésion et le développement des filles et fils du Maniema prévu du 11 au 12 janvier à Kindu.

**Kinshasa : la fondation Obed lutte contre les érosions avec des moyens du bord à Ngomba Kikusa.** « Le quartier connaît au moins 7 têtes d'érosions, des érosions qui effectivement le menacent. Ici, nous mobilisons la population à travers la fondation qui porte notre nom, pour que la population puisse se prendre en charge, car si rien n'est fait, le quartier risque de disparaître ». Cette organisation privée a acheté de gros sacs et même des bambous pour tenter tant soit peu d'atténuer ces érosions.

**Maniema : le Directeur général de l'ISDR Kindu exhorte les étudiants à s'adonner d'abord aux études et non à la politique.** « La population congolaise pense que le bonheur en RDC c'est d'être politicien, c'est ainsi que chez nos jeunes nous observons une certaine ruée vers la question politique, nous les mettons en garde » Selon lui, « on a vu des grands hommes politiques de ce pays revenir aux études parce qu'il leur manquait quelque chose ». Par ailleurs, il a précisé qu'il n'interdisait pas aux étudiants de s'occuper de la politique. Il leur a lancé un appel d'aller d'abord se faire enrôler massivement et d'obtenir leur carte d'électeur, ce qui leur permettra de faire un choix judicieux des personnes qui dirigeront les institutions de la RDC.

**Kinshasa : la corporation de la presse parlementaire invite les professionnels des médias au respect de l'éthique et de la déontologie de leur métier.** Les professionnels des médias ont répondu nombreux à ce rendez-vous qui a mis en exergue l'éthique et la déontologie dans la presse. Ce sujet tombe à pic en cette période électorale, selon le président de la corporation de la presse parlementaire. « Nous sommes en période électorale. La période où le journaliste doit savoir quoi communiquer, quand communiquer et pourquoi communiquer. C'est pourquoi nous avons invité le président de la Commission des cartes et de l'identité professionnelle de l'UNPC (Union nationale de la presse du Congo) pour nous parler de l'éthique et de la déontologie ». Cette activité s'est clôturée par la remise des certificats de mérite aux différents journalistes qui exercent au sein des médias en ligne.

**Le gouvernement valide le plan de relance de la MIBA de plus de 450 millions USD.** Ce plan a été élaboré l'année dernière par le Comité de pilotage de la réforme des entreprises du portefeuille de l'Etat (COPIREP), en collaboration avec le Conseil présidentiel de veille stratégique (CPVS) et le Conseil d'administration de la MIBA. D'après le ministre du portefeuille, sur les 453 millions USD fixés pour la relance de la minière de Bakwanga (MIBA) pour une période de 5 ans, 149 millions seront décaissés en première phase. A côté de cette enveloppe, un plan d'investissement de plus de 160 millions USD a aussi été validé pour accompagner la relance de l'entreprise pendant 3 ans. La ministre du portefeuille promet son implication auprès du gouvernement pour que ces fonds soient disponibles. Depuis plus de 20 ans, la MIBA, la seule entreprise minière de l'espace Kasai, connaît des difficultés de fonctionnement à la suite du manque d'outil de production et de financement.

**Kongo-Central : mise à la retraite de 20 agents et cadres de l'OEBC.** L'Organisation pour l'équipement Banana-Kinshasa a procédé, le 7 janvier, à la mise à la retraite de 20 de ses agents et cadres, qui ont rendu de loyaux services à la nation à travers cette institution, durant plus de 3 décennies. Chaque retraité a eu son décompte final et un congélateur de 250 litres. Les retraités n'ont pas tari d'éloges à l'endroit du ministre des Transports et au comité de gestion de l'OEBC pour avoir rendu possible cette mise à la retraite plusieurs fois reportée.

**Kinshasa : la députée provinciale Kyet Mutinga appelle la population à s'enrôler massivement.** Selon son chargé de communication, le Grand Mufwenge, la députée provinciale, en tant que présidente nationale du Réseau des femmes parlementaires élues locales demande aux femmes à s'enrôler et à faire enrôler beaucoup de gens.

**Beni : délocalisés du QG de la police vers la mairie, des vendeurs sollicitent un site approprié.** La présidente des vendeurs a expliqué qu'ils installaient leurs marchandises au bord de la route à l'entrée du quartier général de la police et du palais de la justice de la ville de Beni. Le commandant de la police de Beni les a délogés de cet endroit habituel pour les installer en face de la mairie en attendant que l'autorité urbaine les installe confortablement. Ils continuent de subir des menaces. « Nous n'allons pas quitter cet endroit sans que le maire nous indique un autre endroit approprié ».

**Le Collectif de présidents fédéraux de l'UDPS appelle à l'ordre au sein de ce parti.** Le porte-parole de cette structure, a déclaré « je saisi cette occasion pour appeler nos différents responsables de pouvoir mettre de l'ordre au sein des organes centraux pour que le parti puisse rassurer la base et tous nos partenaires qui nous font confiance». Il a également encouragé les militants de l'UDPS à s'enrôler massivement pour faire en sorte que leur parti ait plusieurs postes dans différentes institutions après les élections à venir.

**Ituri : 4 morts à la suite des combats entre Fardc et ADF à Irumu.** Plusieurs sources contactées dans la zone ont rapporté que les Fardc et l'UPDF bombardent, depuis trois jours, des bastions des ADF notamment sur les collines Katabeyi et Ndalia à l'Est de la RN 4. Dans leur fuite samedi soir, ces rebelles et leurs alliés Mai-Mai ont fait incursion dans le village Luna Kabrique dans sa partie Ouest, où ils ont tué deux civils. Un militaire a été également tué et un autre blessé lors de cet accrochage. Ces combats se sont encore poursuivis ce dimanche matin entre les deux camps. Bilan, un milicien neutralisé et un autre capturé. La CRDH a cependant dénoncé la complicité de certains cultivateurs de cacao qui entretiendraient ce groupe armé dans la zone.

**Lundi 9 janvier.**

**Les rebelles du M23 toujours présents à Kibumba et Buhumba.** Ces rebelles sont signalés notamment près de l'Hôpital général de référence de cette entité, plus précisément au centre de santé de Kingarame, où ils font soigner leurs blessés de guerre. Dans le territoire de Nyiragongo, ces assaillants occupent également le village Kiroje, un poste hospitalier du parc national des Virunga et la colline de Hewu. Les mêmes sources affirment qu'ils ont nommé un nouveau chef qui, désormais, administre les groupements Kibumba et Buhumba. Les responsables de l'administration rebelle font payer des taxes aux populations et leurs imposent également des travaux forcés.

**Enrôlement des électeurs : la Ceni appelle les requérants à ne pas déranger les activités scolaires.** Cela fait plus de deux semaines que l'enrôlement des électeurs a débuté dans la première aire opérationnelle, constituée de dix provinces de la RDC. Avec la reprise des cours ce lundi 9 janvier dans plusieurs écoles choisies comme centres d'inscription des électeurs, le directeur de communication de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), exhorte les requérants à ne pas perturber les activités scolaires.

**Ituri : 5 morts lors des affrontements entre les milices Codeco et Zaïre à Djugu.** Des affrontements ont été de nouveau signalés le 8 janvier entre une frange réfractaire de la milice Coopérative pour le développement du Congo et ceux du groupe Zaïre dans les entités Drodro, Largu, Blukwa et Rhoe dans le territoire de Djugu (Ituri). Selon plusieurs sources sécuritaires contactées dans la zone par Radio Okapi, au moins cinq personnes ont été tuées, plusieurs maisons incendiées et d'autres pillées dont l'hôpital général de référence de Drodro. L'administrateur adjoint du territoire de Djugu, salue par ailleurs l'intervention des casques bleus de la Monusco et des militaires Fardc de la base de Masumbuko, qui se sont interposés entre les deux camps rivaux pour limiter les dégâts.

**Kinshasa : la police outillée pour sécuriser les populations affectées par le conflit Teke-Yaka.** Le commissariat général de la Police nationale congolaise (PNC) a déployé, grâce à l'appui du gouvernement, deux canots automobiles hors-bord, dix-sept motos, et deux jeeps pour renforcer la sécurité dans les zones affectées par les derniers affrontements entre communautés Teke et Yaka. « Les Yaka et Teke doivent quitter la brousse, là où ils sont avec les enfants, et regagner leurs villages. Les fonctionnaires de l'Etat, qui ont été affectés dans les villages actuellement désertés, doivent continuer à travailler pour que les écoles et les centres de santé redeviennent opérationnels, surtout pour les jeunes gens Yaka et Teke volontaires. Même ceux-là qui ont pris des armes, le gouvernement leur donne une dernière occasion de s'incorporer dans les forces armées de la République ».

**Maniema : la Ceni forme des formateurs en prélude de l'enrôlement des électeurs.** La Commission électorale nationale indépendante a débuté le 8 janvier une série de formations des formateurs électoraux provinciaux, des points focaux juristes, des chefs d'antenne, des informaticiens ainsi que des membres du secrétariat exécutif provincial de la CENI-Maniema. Ces formations sont organisées en prévision des opérations



d'identification et d'enrôlement des électeurs, qui commencent en ce mois de février dans cette province. Ainsi, durant sept jours, les participants vont se familiariser avec des notions sur les procédures d'identification et enrôlement des électeurs, avec le concours des formateurs venus de Kinshasa.

**Rutshuru : retour au calme après des tirs à l'arme lourde à Bwito.** Des sources à Rutshuru parlent d'accrochages entre les rebelles du M23 et les combattants des FDLR, actifs dans le groupement de Tongo. Ils ont créé ainsi une vive panique au sein des habitants. Les rebelles du M23 ont heurté une résistance des rebelles hutus rwandais, lorsqu'ils voulaient s'approvisionner en vivres dans leurs champs environnants. Sur le front Ouest, les combattants Mai-Mai, chassés par les rebelles du M23 à Nyamilima, sèment la terreur à Kisharo.

**Goma : sit-in des jeunes contre la spoliation d'un terrain de l'Etat par un particulier.** Selon ces manifestants, cet espace d'intérêt public, couvert par des titres de l'Etat, est destiné à servir d'espace récréatif des jeunes du quartier Himbi. Et par conséquent, il ne devrait pas être désaffecté pour l'intérêt d'un particulier. Les militants des mouvements citoyens dénoncent plusieurs autres cas de spoliation de terrains de l'Etat et certains espaces publics. Au cours de cette manifestation, une dizaine de militants ont été arrêtés. Les jeunes exigent la libération pure et simple de leurs membres et la suspension des travaux sur ce lieu.

**Butembo : les scouts assistent les déplacés de Kanyabayonga en vivres et produits non alimentaires.** Ce geste caritatif s'inscrit dans le cadre de la commémoration du 82<sup>ème</sup> anniversaire de la mort de Baden Powell, fondateur de ce mouvement, décédé le 8 janvier 1941. Cette assistance en vivre et non vivre a été très bien accueillie par le comité de déplacés bénéficiaires. Selon ce comité, les besoins restent toujours énormes. Ce don est le fruit d'une campagne de collecte organisée par les membres du mouvement scouts district de Butembo.

**Thambwe Mwamba contre le report du Forum pour l'unité, la paix et le développement au Maniema.** «C'est dommage. Je pense que ça aurait été un moment pour tous les fils et filles du Maniema de se retrouver et de parler essentiellement des problèmes de la province ». Alexis Thambwe Mwamba a par ailleurs indiqué qu'il va rester à Kindu (Maniema) pendant trois semaines en vue qu'il ait l'idée de ce qui se passe dans cette province.

**Sud-Kivu: l'ANAPECO exige la suppression totale des frais scolaires au primaire.** L'objectif de cette marche, selon l'Association nationale des parents d'élèves du Congo, consistait à exiger la pérennisation de la gratuité de l'enseignement à l'école primaire mais aussi à mettre les enseignants dans de bonnes conditions pour permettre aux élèves d'étudier sereinement. Selon son président dans beaucoup d'écoles aujourd'hui les enfants sont victimes de diverses pressions liées à cette situation. Cette marche de protestation a connu la participation des enseignants, des membres de la société civile et d'autres représentants de différentes couches sociales du Sud-Kivu.

**Le trafic coupé entre Kongo-Central et Congo Brazzaville après l'écroulement du pont Mfumu.** Selon des sources sur place, cet ouvrage s'est affaissé à la suite des pluies diluviennes qui s'abattent, ces derniers jours, sur le territoire de Luozi. La population du secteur de Kivunda affirme être préoccupée puisque l'économie de cette partie du Kongo-Central dépend de ces échanges commerciaux. La société civile du territoire de Luozi révèle que les prix des produits manufacturés ont galopé sur le marché de Luozi et les productions agricoles que les autochtones évacuaient au Congo Brazzaville pourrissent déjà.

**Sud-Kivu : le pont Elila effondré il y a 2 semaines n'est toujours pas réhabilité.** Ce pont est d'une importance capitale car il relie, d'une part, les territoires de Mwenga et Shabunda (Sud-Kivu), et d'autre part la province de Maniema à celle du Sud-Kivu via deux importants groupements de Shabunda. Pour l'administrateur intérimaire du territoire, il sera également difficile à la Commission électorale nationale indépendante, (Ceni) d'acheminer les kits d'enrôlement des électeurs dans cette zone si le pont Elila n'est pas réhabilité.

**Tshopo : plus de 100 personnes formées en prévision de l'enrôlement des électeurs.** Cette formation entend outiller les participants sur les nouvelles technologies. Les personnes formées vont à leur tour former d'autres agents de la Ceni dans les différents territoires de la Tshopo. Les personnes formées sont membres du secrétariat provincial de la Ceni, chefs d'antennes, informaticiens, formateurs électoraux ainsi que des points focaux juristes.

**Kasaï-Oriental : le ministre de l'Intérieur notifie les nouveaux animateurs de la territoriale,** récemment nommés par ordonnance du Président de la République. Pour le gouverneur de province, cette cérémonie marque le début du processus de remise-reprise entre les anciens et les nouveaux animateurs de la territoriale. Avant de remettre les notifications à ces nouveaux animateurs, le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur leur a rappelé les responsabilités qu'ils ont désormais de gérer les citoyens de la province du Kasaï-Oriental. Il

leur a demandé d'être outillés pour relever les défis de leurs entités. Il les a exhortés à avoir le courage, à traiter les citoyens sans discrimination et sans tenir compte de couleur politique.

**Gentiny Ngobila lance l'opération « Coup de poing » pour dégager les marchés pirates le long de grandes avenues de Kinshasa.** Cette opération consiste à éradiquer les marchés pirates, les épaves des véhicules, les véhicules mal garés ainsi que les kiosques et terrasses de fortune qui jonchent les boulevards et autres grandes avenues de la capitale. Pour ce lundi, la partie de la ville concernée par cette opération a été le tronçon compris entre l'aéroport international de N'djili et le quartier Des bonhomme, le long du boulevard Lumumba.

**Uvira : la population de Bijombo appelée à la cohésion sociale à 6 jours du départ de la Monusco.** « Nous allons continuer à sensibiliser à la cohésion. C'est cette cohésion qui va aider à ce que toutes les actions que nous allons prendre puissent avoir des effets. On va continuer à parler avec la communauté pour qu'elle puisse avoir confiance à nos forces loyalistes », a déclaré l'administratrice du territoire d'Uvira. Après Bibokoboko et Kahololo, la Monusco prévoit de fermer sa base de Bijombo le 15 janvier courant, dans les hauts plateaux du territoire d'Uvira. Elle a également demandé à la population ayant bénéficié de la protection de la Monusco de faire confiance aux Fardc et aux autres services de sécurité. Depuis novembre 2019, la Monusco avait détaché une base opérationnelle des casques bleus à Bijombo, à la suite de la recrudescence des conflits intercommunautaires entraînant de graves violations des droits humains, principalement à l'encontre des femmes et des filles.

**Goma : au moins 5 personnes tuées depuis le début de cette année,** par arme blanche ou dans des circonstances non élucidées. Les populations ont exprimé leur ras-le-bol de constater que les bourreaux ne soient pas retrouvés après leurs forfaits. Le monitoring de la société civile rapporte plus de 40 personnes tuées en 2022 par des bandits.

**Maniema : les militaires de la 33<sup>ème</sup> région sensibilisés sur la défense du territoire national.** « Les Fardc ont pour mission, particulière de défendre l'intégrité territoriale et assurer la sécurité de nos frontières. La police, elle, doit sécuriser la population et ses biens. La discipline militaire doit régner au sein de nos troupes », a fait savoir, le commandant second de la 33e région militaire en charge des opérations et renseignements au Maniema. Il a recommandé à ses hommes en uniforme de ne pas s'immiscer dans la politique. L'armée est apolitique.

**Mardi 10 janvier.**

**RDC : « Le retrait du M23 de Rumangabo est une simple diversion » (Société civile).** Le M23 n'a jamais quitté Rumangabo, ni le territoire de Nyirangongo. Je peux vous assurer que la base de Rumangabo n'a jamais été occupée par les éléments du M23. Dire qu'ils l'ont cédée, c'est tromper les gens », a affirmé Jean-Claude Mbabaze de la société civile. Ces rebelles continuent d'occuper les alentours du camp de Rumangabo, notamment à Katala, à Rugari et à Mushoro, ni le territoire de Nyirangongo. Il les accuse également de poursuivre les tueries dans le Nord-Kivu, où, selon lui, la population est abandonnée à son triste sort. Il a épinglé le massacre que le M23 a perpétré, le 9 janvier, au village Marangara, dans le groupement de Tondo, où il a surpris la population dans les champs. Pour le chercheur en relations internationales à l'Université de Lubumbashi, Frédéric Amani, la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) a échoué dans sa mission de mettre le M23 hors d'état de nuire. « Le non-respect par le M23 de l'appel de la force de l'EAC de se retirer des localités occupées démontre l'aveu d'échec de cette organisation et son incapacité de contribuer véritablement aux efforts de rétablissement de la paix et de la sécurité dans cette partie meurtrie par des conflits interminables », a-t-il déclaré. **Nord-Kivu : le M23 et des milices locales s'affrontent près de Kiwanja.** Les affrontements sont signalés depuis ce 10 janvier matin dans le secteur de Katwiguru entre les rebelles du M23 et les milices locales. Katwiguru se trouve à environ 20 km de Kiwanja dans le groupement Binza, chefferie de Bwisha, territoire de Rutshuru.

**Nord-Kivu : « L'enrôlement des électeurs se déroulera bien dans la plupart de grandes agglomérations » (Gouverneur).** Le deuxième vice-président de la Ceni, conduit une délégation qui séjourne au Nord-Kivu pour les activités relatives à la préparation des échéances électorales à venir, y compris une séance de concertation avec les couches sociales de la ville de Goma, afin de leur faire part des innovations apportées au processus électoral. Il a sollicité l'accompagnement du comité provincial de sécurité et a fait part de la préoccupation de la Ceni par rapport au déploiement futur de son matériel dans les zones sous occupation des M23/RDF. Le gouverneur militaire a peint la situation sécuritaire qui prévaut actuellement à Rutshuru et dans une partie du territoire de Nyirangongo, avec toutes les conséquences que cela pourrait avoir sur le bon déroulement du processus d'enrôlement des électeurs dans sa province. **Enrôlement des électeurs : la Ceni lance la formation des agents électoraux à Bunia.** Au moins soixante personnes vont être initiées à l'utilisation des kits électoraux, des machines d'enrôlement pour la délivrance des cartes d'électeurs à la population. Elles seront également

formées aux techniques de sensibilisation des électeurs à l'enrôlement, qui débute le 16 février prochain dans la province de l'Ituri. **Kinshasa : la Ceni et la société civile échangent sur les irrégularités et les défis de l'enrôlement des électeurs**, afin d'éclairer certaines zones d'ombres et permettre à la Ceni d'améliorer la qualité de son travail. "Vous arrivez dans un centre d'inscription, parce que vous n'avez pas l'ancienne carte, on vous demande 3 000 ou 4 000 FC pour avoir la carte. Le pays est agressé, les ennemis du Congo peuvent venir avec même 5 000 USD et infiltrer cinq mille ou quarante mille étrangers. Même les policiers commencent à demander l'argent " Des agents temporaires ne sont pas motivés, pour cause, ils ont été embauchés, mais leur frais de transport ne sont pas payés ». Les représentants des structures citoyennes ont insisté sur le fait que le gouvernement doit mettre des moyens conséquents à la disposition de la Ceni pour la réussite de cette opération importante pour le pays.

**Des escadrons de la police installés pour pacifier le grand Bandundu (Général Mushid Yav)**. Ces unités de la légion nationale d'intervention déployées dans le grand Bandundu par Kinshasa sont installées notamment à Mongata pour sécuriser la commune rurale de Maluku dans la ville province de Kinshasa, aussi touchée par cette extension du conflit intercommunautaire de Kwamouth. Le deuxième escadron est positionné à Marambio, assurant la pacification de Kinsele jusqu'au village camp Banku à 25 km de Bandundu sur la RN17. D'autres escadrons sont des groupes mobiles d'intervention de la police du Kwilu, installés dans le territoire de Bagata et d'autres sont à Bukanga-Lonzo dans la province du Kwango. Le commissaire général de la PNC, appelle alors les déplacés à regagner leurs contrées respectives.

**Le Rwanda n'accueillera plus de réfugiés de RDC, selon Paul Kagame**. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés, le Rwanda accueillait fin novembre plus de 76 000 congolais sur son territoire, pour certains depuis plus de vingt ans, et les médias locaux parlent de plus de 2 000 nouveaux arrivants ces deux derniers mois. Après leur défaite en 2013, les rebelles du M23 s'étaient réfugiés au Rwanda avant de reprendre la lutte armée. « Il y a un type de réfugiés que nous n'accepterons plus. Nous ne pouvons pas continuer d'accueillir des réfugiés, pour lesquels, plus tard, nous sommes tenus pour responsables d'une certaine manière, ou même insultés », a affirmé Paul Kagame. Il estime que les problèmes congolais doivent trouver leurs solutions en RDC.

**A Kinshasa, le Pape François va rencontrer un groupe de victimes de la guerre de l'Est de la RDC**. « Il y aura la rencontre avec les représentants des institutions du pays, les représentants de la société civile et du corps diplomatique. Le 1<sup>er</sup> février, il y aura une grande messe à Ndolo à laquelle j'invite d'ores et déjà tout le monde à venir participer pour écouter le Pape. Et finalement plus tard, il y aura une brève rencontre avec un groupe de déplacés, des réfugiés ici au Congo, suivie dans l'après-midi du 1er février par une rencontre avec les victimes de l'Est. Donc, il y aura des représentants du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, de l'Ituri qui viendront effectivement pour présenter leur situation, leur expérience et recevoir une parole que le Pape dirige à eux et à travers eux à tout l'Est du pays et à tous les Congolais », a annoncé le Nonce apostolique. Le 2 février, le souverain pontife aura une grande rencontre au stade des Martyrs avec tous les jeunes.

**Ituri : l'UPC demande à l'Etat de désarmer les détenteurs illégaux d'armes**. « L'Etat doit s'assumer pour contraindre ceux qui détiennent illégalement les armes à les déposer », a déclaré l'Union des patriotes congolais (UPC), au lendemain des massacres des civils, dimanche 8 janvier dans la région de Drodro en Ituri. Une vingtaine de personnes ont péri lors de violents affrontements entre les milices Codeco et Zaïre. Le secrétaire général de l'UPC, se dit indigné de constater qu'après la rencontre de Nairobi III, en décembre dernier, à laquelle ont pris part les leaders des groupes armés, la population du territoire de Djugu continue à enregistrer des morts à cause de l'activisme de différentes milices.

**Haut-Lomami : au moins 60 véhicules embourbés sur la route Ngoya-Malemba**, long de plus de 80 km dans le territoire de Malemba-Nkulu, province du Haut-Lomami. La plupart de ces véhicules sont déjà embourbés. Ces camions proviennent principalement du Haut-Katanga et du Lualaba. Ils transportent notamment, du carburant, des produits pharmaceutiques, de la farine ... La société civile de Malemba indique que les fortes pluies qui s'abattent sur cette région ces derniers temps ont accéléré la dégradation du tronçon routier compris entre Ngoya et Malemba-Centre. Et sur le marché local, les prix de certaines denrées sont revus à la hausse.

**Ituri : 4 miliciens Maï-Maï tués dans les combats contre les Fardc à Mambelenga et Byakato**. Deux militaires ont été blessés et trois otages libérés. D'après des sources locales, l'armée a repoussé ces miliciens pour protéger les habitants qui ont fui dans les entités proches. Ce mardi matin, le calme est revenu dans la zone et certains habitants commencent à regagner leurs villages, ajoute la même source.

**Kongo-Central : Adolphe Muzito plaide pour la titrisation des terres coutumières**. Le leader du parti Nouvel élan, a plaidé, à Kisantu (Kongo-Central) pour que les chefs des terres puissent avoir des titres. «

Aujourd'hui, un chef des terres ne peut pas librement mettre en location sa terre sans que ça passe par Kinshasa, qui accapare tout et aussi qui émet les titres », a déploré Adolphe Muzito.

**Bukavu : les matières fécales de la prison centrale se déversent dans le lac Kivu.** La direction de la prison de Bukavu reconnaît que les eaux usées jaillissent du tuyau, qui sort de la prison, et coulent directement vers le lac. Les militants de la conservation de l'environnement au Sud-Kivu déplorent cet état des choses. Elles constatent avec regret la transformation du lac Kivu en « dépotoir public sans la moindre intervention des autorités ».

**Matadi : les agents du Programme national de l'hygiène aux frontières en grève.** Les agents du Programme national de l'hygiène aux frontières (PNHF) du Kongo-Central ont remis un mémorandum au gouverneur de province, dans lequel ils dénoncent « le comportement inhumain et injuste de l'Inspection générale des finances » contre eux en bloquant leur prime de prestation et les frais de fonctionnement de ce programme de contrôle sanitaire depuis le mois d'octobre dernier.

**Tshopo : sit-in des enseignants des écoles primaires pour réclamer leur prime de gratuité.** Selon leur délégué syndical, à partir du mois d'août à décembre 2022, ils n'ont touché, par mois, que 30 000 au lieu de 50 000 FC. Sur le listing de paie d'une école de la place, pour 19 enseignants, il est écrit qu'ils auront 950 000 FC. Si on divise ce montant par 19, chaque enseignant toucherait 50 000 FC mais sur terrain un enseignant ne touche que 30 000 FC. Le listing de paie étant un document comptable, les enseignants veulent toucher cette prime obligatoirement ».

**Beni : plus de 400 femmes déplacées de guerre formées en divers métiers.** A l'initiative du Comité local des déplacés, ce projet forme ces femmes sur le tissage de panier, le tressage de cheveux, l'art culinaire et autres. Ce projet entend aider les bénéficiaires à assurer leur prise en charge et celle de leurs familles respectives. « Et puis, nous allons mettre en place une Association villageoise d'épargne et Crédit (AVEC). La somme réunie sera chaque fois remise à une des apprenantes, afin de lui permettre de se doter des matériels et bien commencer sa propre activité ». La ville de Beni compte actuellement au moins 35 000 familles de déplacées de guerre.

**Lomami : suspension de la Radio « Tokomi Wapi » pour une durée indéterminée.** Le ministre provincial de la Communication reproche aux journalistes de la Radio le non-respect de leur cahier de charge, l'incitation au tribalisme, à la révolte et à la désobéissance populaire. Le ministre a ainsi exigé qu'il lui soit présenté, les dossiers conformes de cette radio, la liste et les dossiers physiques de tous les journalistes pour d'éventuelles dispositions.

**Nord-Kivu : deux morts parmi les détenus de la prison de Walikale,** par manque de soins médicaux. Une dizaine d'autres sont gravement souffrants et luttent entre la vie et la mort. « La prison de Walikale, territoire totalement enclavé, est un mouvoir au lieu d'être une maison de sanctions, de rééducation et de réintégration des prisonniers à l'expiration de leurs peines ».

**Lualaba : le gouverneur Muyej démissionne de son poste.** « Je confirme avoir déposé ma démission. Il y a deux ans exactement, 10 janvier 2021, que j'ai été évacué en Afrique du Sud pour raisons de santé. Ça fait deux ans que je suis loin de ma province... ». Il a affirmé avoir pris cette décision pour donner la chance à la province du Lualaba de retrouver sa légitimité et de se développer.

**Nord-Kivu : environ 200 familles de déplacés bénéficient d'aide alimentaire et non-alimentaire.** Ce don de l'Association des Eglises de Réveil du Congo, est constitué de sacs de riz, de sucre, d'habits et de chaussures. Son président provincial au Nord-Kivu a appelé d'autres personnes de bonne volonté à leurs emboiter les pas.

**Fizi : deux policiers blessés lors des incursions des miliciens à Baraka.** Les Mai-Mai Yakutumba et Biloze Bishambuke ont blessé, le 9 janvier, deux policiers dans la ville de Baraka, territoire de Fizi (Sud-Kivu). Les assaillants armés sont entrés par effraction et ont pillé certaines maisons en emportant de l'argent et d'autres biens de valeur. Ils auraient ensuite pris la direction du camp de déplacés de Mwandiga/Mwatembo.

**Le trafic entravé entre Masisi et Walikale après l'effondrement de 4 ponts.** Le trafic est entravé, depuis novembre dernier, entre les territoires de Masisi et Walikale (Nord-Kivu) à la suite de l'effondrement des ponts Loashi, Oso, Lukweti et Minjenje. « A Pinga, les produits manufacturés ont connu une montée vertigineuse sur le marché, parce que la population ne peut plus amener les produits manufacturés de Goma jusqu'à Pinga ».

**Maniema : le territoire de Punia manque d'eau potable depuis 3 ans.** Le chef de la Regideso attribue cette situation à la vétusté du matériel surtout les tuyaux de distribution d'eau. Il faut un montant d'au moins 102 mille

USD pour la réhabilitation du réseau de distribution d'eau potable à Punia. « La Regideso est limitée. Nous demandons au gouvernement de nous aider, en achetant des tuyaux ».

**Sud-Kivu : 25 personnes tuées en décembre 2022, affirme l'ONG SAJECEK.** Selon l'ONG Synergie des associations des jeunes pour l'éducation civique, électorale et la promotion des droits de l'homme, 24 autres personnes ont été kidnappées et 29 maisons cambriolées au cours du même mois. Cette organisation a également noté que la province du Sud Kivu reste confrontée à une insécurité grandissante et permanente.

**Mercredi 11 janvier.**

**Ituri : plus de 700 militaires de la force spéciale « Tigre » achèvent leur formation,** au centre de Rwampara, situé à 17 km de Bunia (Ituri). Formés par la Garde républicaine et les casques bleus de la Monusco, les soldats de cette nouvelle unité seront déployés pour combattre les milices qui déstabilisent l'Ituri.

**Insécurité à Lubero : plus de 5 000 élèves risquent de rater l'année scolaire, craint le député Lumbulumbu.** Selon ce député provincial élu de Lubero, ces écoles sont situées dans la région de Kasinga et celle de Munoli, une partie de Maboya-Ngulo, en chefferie de Baswagha. Il a ainsi encouragé les autorités à prendre des mesures conséquentes, en menant des actions militaires afin de remédier à cette situation qui pèse sur l'éducation des élèves.

**La RDC se dote de la politique nationale de justice transitionnelle.** Selon le Comité scientifique chargé de l'élaboration de la politique nationale de justice transitionnelle, il s'agit d'une stratégie globale et holistique intégrant tous les 4 piliers de la justice transitionnelle avec des avant-projets de loi et loi-cadre devant accompagner l'opérationnalisation de cette justice. En ce qui concerne le pilier Vérité et réconciliation, le comité opte pour l'installation des commissions vérité et réconciliation en provinces et une nationale. Pour le pilier poursuites judiciaires, il opte pour la création des chambres mixtes pour apporter des réponses au rapport Mapping notamment sur la question de 6 millions de morts congolais. Concernant le volet réparation, le comité endosse la loi relative à la réparation des victimes déjà votée par le Parlement. Le dernier pilier porte sur les garanties de non-répétition.

**Jeux de la Francophonie : Sama Lukonde évalue le niveau de la construction des infrastructures,** pour l'organisation des IXème jeux de la Francophonie, qui vont avoir lieu à Kinshasa, de fin juillet au début d'août 2023. Il était question, pour le Chef du Gouvernement, de s'assurer que les travaux soient exécutés en tenant compte des délais. Au stade Tata Raphaël tout comme au Stade Martyrs, les travaux sont en cours. Ils seront livrés au gouvernement avant la date fixée. Sur le site de la Police nationale congolaise, un centre sportif de Judo, qui pourrait accueillir 5 disciplines sportives, avec une capacité d'accueil de 1000 places assises et 300 debout, réalisé dans le cadre de la coopération RDC-Japon, est déjà prêt à accueillir les jeux.

**Nord-Kivu : première visite du chef d'état-major général des Fardc dans la zone de front,** depuis sa nomination, le 3 octobre 2022, à ces hautes fonctions par le Président de la République. La visite d'inspection du Lt-général Tshiwewe intervient pendant que l'armée nationale fait face à l'invasion d'une partie de la province du Nord-Kivu par l'armée rwandaise, sous couvert des terroristes du M23. Ces derniers ont contraint des milliers d'innocents à l'errance dans les territoires de Rutshuru et Nyiragongo. **Le chef d'Etat-major des Fardc encouragé à lancer des offensives « foudroyantes » contre le M23.** « L'objectif ultime est de lancer les offensives foudroyantes contre les rebelles afin de reconquérir toutes les zones assiégées », a déclaré le président de la société civile de Nyiragongo. Il dit également attendre de la visite du chef d'Etat-major des Fardc des résultats satisfaisants sur le plan opérationnel sur le terrain des combats.

**La Suède présente sa stratégie de coopération et de développement en RDC, de 2021 à 2025.** Cette stratégie de coopération est axée, entre autres, sur le service égalitaire de la santé, le développement durable de communautés et l'environnement. La Suède appuie financièrement les organismes nationaux et internationaux pour répondre aux besoins de la population victime des guerres. Le diplomate suédois a également évoqué l'appui financier "flexible" accordé aux partenaires là où les besoins sont plus importants et plus grands.

**Nord-Kivu : baisse de cas de choléra au camp des déplacés de Kanyaruchinya.** Les statistiques enregistrées sont passées de 80 à 40 cas par jour, selon le point focal en charge de la surveillance épidémiologique dans cette zone de santé. Celle-ci prétend avoir notifié depuis le début de cette épidémie à ce jour 3.054 cas. Toutefois, le point focal demande plus d'efforts afin de stabiliser cette épidémie, qui frappe les déplacés internes ayant fui les hostilités dans les territoires de Rutshuru et de Nyiragongo. La coordination dans la zone de santé de Nyiragongo

se réjouit de l'implication du gouvernement provincial avec ses partenaires comme MSF/Belgique et Hollande, Medair, OMS et autres organisations internationales dans la lutte contre cette maladie des mains sales.

**Ituri : 12 miliciens tués par les Fardc à Pitso.** Des dizaines des véhicules en provenance de Bunia pour Mahagi et Aru ont été surpris le 10 janvier vers midi par des tirs nourris d'hommes armés identifiés comme étant des miliciens réfractaires de la Codeco. Selon des témoins, ils voulaient piller les biens des passagers. Les Fardc basées dans la région sont intervenues et ont déjoué cette attaque. Douze miliciens ont été neutralisés et un militaire a succombé à ses blessures. Un enfant de deux ans, touché par une balle perdue, est mort sur place. C'est la huitième attaque meurtrière des hommes armés depuis le début de cette année 2023 sur la RN27.

**Ituri : députés provinciaux dénoncent le "regain de tueries sauvages des civils " pendant l'état de siège.** Ils réagissent ainsi après le meurtre dimanche de 23 personnes lors d'affrontements entre les milices Codeco et Zaïre à Drodoro, Blukwa, Largu et Jissa dans le territoire de Djugu. Le président de l'assemblée provinciale de l'Ituri, a dénoncé le non-respect des accords de Nairobi 3 signés par les leaders du groupe armé Codeco et «l'inefficacité de l'état de siège dans l'opération de traque des milices, qui n'ont pas encore souscrit à ce processus».

**Kasaï : 5 disparus après l'effondrement du pont Lovua,** à une quarantaine de km de Tshikapa (Kasaï). « Le camion transportait 70 barres de fer, 10 tonnes de caillasses, 100 sacs de ciment pour la construction d'un centre de santé à Ngindi. Il avait à bord dans la cabine, 5 personnes. Quand le véhicule est arrivé au milieu du pont, le pont s'est effondré. Le pont, le véhicule et les gens à bord tous sont tombés dans l'eau ». Quand les officiels sont arrivés sur le lieu du drame, ils n'ont retrouvé ni les résidus du pont ni le véhicule, rien ».

**Kwango : trafic interrompu sur le tronçon routier Kasongo-Lunda-Popokabaka,** à la suite d'une tête d'érosion occasionnée par des pluies de ces derniers jours. C'est au niveau de l'entrée de la cité de Kasongo Lunda, que la route est coupée depuis quatre jours. Ce tronçon mène jusqu'à Tembo, qui fait frontière avec l'Angola. Des marchandises, notamment des produits agricoles, sont bloquées de part et d'autre et ne peuvent pas être évacuées.

**Nord-Kivu : de violents affrontements entre rebelles du M23 et une milice à Kisimba,** depuis la nuit du 10 au 11 janvier matin. Les affrontements sont survenus lorsque les rebelles du M23 voulaient déborder les positions de cette milice dans ce village, situé au Nord du Groupement de Rusayo. Plusieurs personnes à la recherche du charbon de bois dans la zone auraient été prises en étau et tuées par les tirs croisés des belligérants. Sur le front Sud dans le territoire de Nyirangongo, les sources locales, confirment avoir aperçu depuis le 10 janvier dans la soirée plusieurs colonnes des rebelles lourdement armés dans le village Ngobera dans le groupement de Kibumba.

**Kigali dément avoir l'intention d'expulser les réfugiés venant de la RDC.** Selon la porte-parole du gouvernement, le Rwanda accueille toujours les personnes fuyant l'insécurité, la persécution et la violence. « Nous demandons à la communauté internationale de prendre la responsabilité de trouver une solution durable pour ce groupe oublié de réfugiés de la RDC ». « La déclaration du président illustre crûment la politisation des droits des réfugiés opérée par le gouvernement rwandais. Elle intervient à un moment où le Rwanda vient de conclure un accord peu scrupuleux d'un montant de 145 millions USD avec le Royaume-Uni pour accueillir des demandeurs d'asile arrivés au Royaume-Uni par des voies 'irrégulières' », écrit Human Rights Watch.

**Kwilu : lenteur de l'opération d'enrôlement des électeurs à Bandundu-ville.** Selon des sources sur place, ceux qui obtiennent facilement leurs cartes d'électeur arrivent aux centres très tôt afin d'y recevoir le jeton qui leur permet d'accéder au bureau d'inscription. Ils disent également passer des journées entières dans de longues files d'attente avant de se faire enrôler. Pour faire face à cette situation de lenteur, certains requérants de Bandundu préfèrent se rendre dans les villages environnants pour se faire enrôler. Pour le secrétaire exécutif provincial de la Ceni au Kwilu, « ceux qui quittent leurs quartiers pour aller se faire enrôler très loin, ne pourront pas voter dans leurs lieux de résidence. Ils seront contraints de retourner là où ils se sont fait enrôler pour aller voter ».

**Kinshasa : les magistrats réhabilités réclament leur rémunération.** La trésorière du Syndicat des magistrats pour la justice « Excellence M. le président de la République, le Syndicat des magistrats pour la justice vous rappelle que, ses membres magistrats réhabilités en juillet 2022, ne sont toujours pas payés, ni remis en service. Une situation que le Syndicat considère comme une violation des droits de l'homme. Il sollicite votre implication entant que garant, du bon fonctionnement des institutions pour une solution idoine au profit de ses membre ».

**Beni : la Monusco sépare 16 enfants volontaires des Fardc.** Ces garçons âgés de 15 et 16 ont été remis à une ONG, partenaire de l'Unicef pour la suite du processus de réunification avec leurs familles. Au cours de cette activité, le BCNUDH a sensibilisé 900 dont 24 femmes volontaires de l'armée aux notions élémentaires des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

**Nyirangongo : le HCR transfère plus de 15 000 déplacés au site aménagé à Bushagara.** Le HCR a entamé, le 10 janvier, le transfert de plus de 15 000 déplacés des sites de Kanyaruchinya, Munigi, Buhombo et Kibati à celui de Bushagara, territoire de Nyirangongo (Nord-Kivu). Il concerne principalement les personnes déplacées les plus vulnérables notamment les familles avec des bébés, les femmes enceintes, les personnes vivant avec un handicap, les personnes âgées et les enfants non accompagnés. Le site de Bushagara permet de désengorger les écoles et les sites spontanés le long de la route où les familles sont exposées à plusieurs risques dont des accidents et des conditions de vie déplorable. Plus de 70 policiers formés par le HCR sont commis pour la sécurisation de ce site, où 2000 abris sont déjà construits sur les 3 mille prévus et un réservoir d'eau de plus de 70 m<sup>3</sup>. Les statistiques d'OCHA estiment à 521000, le nombre de déplacés internes dispersés au Nord-Kivu dont 233 000 dans les sites spontanés du territoire de Nyirangongo.

**Projet Tshilejelu : l'OVD résilie le contrat avec GREC 7 au Kasai-Oriental.** Ce projet consistait à réhabiliter et moderniser 25 km de la voirie urbaine de Mbuji-Mayi, chef-lieu de cette province. Cette décision est due à la lenteur de GREC 7 dans l'exécution des travaux de différents projets exécutés à Kananga (Kasai-Central) et Mwene-Ditu (Lomami). L'Office des voiries et drainage (OVD) est en train de prendre toutes les mesures pour que cette résiliation n'impacte pas le délai de réalisation de ces travaux.

**Maniema : le député Bushiri alerte sur le délabrement de l'axe routier Muyengo-Kailo.** Le tronçon routier Muyengo-Kailo, long de 11 km, menant vers Kalima (Maniema) est impraticable depuis plusieurs mois. Il a appelé à l'implication du gouverneur intérimaire du Maniema pour la réhabilitation de cette route. D'autre part, plusieurs maisons se sont écroulées dans cette contrée à la suite des eaux de jaillissement. Il a ainsi sollicité l'intervention des hommes de bonne volonté et du gouvernement en faveur des sinistrés de cette catastrophe naturelle.

**Kolwezi : présentation de 4 présumés meurtriers d'un ressortissant chinois.** Ces infortunés sont accusés d'avoir donné la mort, le 30 décembre, d'un ressortissant chinois à Luilu dans la périphérie de la ville de Kolwezi avant d'emporter la somme de 590 000 USD. Saisis de cette affaire, les services de sécurité ont arrêté quatre suspects dont deux Chinois.

**Mbandaka : marche de sensibilisation sur l'enrôlement des électeurs,** organisée par le député national Désiré Iwolo. Il a également lancé une mise en garde contre les enrôlements multiples de peur d'être radié du fichier électoral. De nombreux requérants ont dénoncé la lenteur observée dans les centres d'inscription, aussi le marchandage des jetons pour se faire enrôler en ordre utile dans ce coin du pays. A deux semaines de la clôture de cette opération, il a exhorté la Ceni à prolonger sa durée au-delà du 24 janvier.

**Jeudi 12 janvier.**

**Patrick Muyaya juge inhumain le fait que les réfugiés congolais soient instrumentalisés par Paul Kagame pour des raisons politiques.** Le ministre de la Communication et des Médias, a indiqué, le 11 janvier, qu'environ 77 000 réfugiés congolais séjournent au Rwanda. Selon lui « dans l'attitude dont fait montre le Président Kagame, même si j'ai vu qu'il y a eu tentative de recul sur le sujet, il a dévoilé ses intentions. Pour lui, les droits humains n'ont aucune valeur ». Sans avancer les statistiques, le ministre congolais a précisé qu'il y a plus de réfugiés rwandais au Congo que les nôtres au pays de mille collines et il a rappelé que la question sur les réfugiés entre les deux pays avait fait l'objet de discussions entre les deux gouvernements en juillet dernier à Luanda (Angola).

**Un incendie réduit le marché central de Beni en cendres,** le 12 janvier. Les marchands sont inconsolables. Ils pleurent les pertes occasionnées par ce sinistre. « Nous demandons aux autorités étatiques des enquêtes pour savoir l'origine de ce feu. Parce que c'est un dégât pour la ville de Beni. Toute la nourriture que nous consommons vient de ce marché ». Ce marché reçoit des camions de marchandises chaque mercredi. Tout ce qui a été déchargé mercredi 11 janvier a été consommé par ce feu.

**Des Congolais s'inquiètent de payer encore le visa dans l'espace EAC.** La Direction générale des migrations (DGM), explique qu'ils existent des préalables avant l'application de la mesure de suppression du visa entre la

RDC et les pays de l'EAC et cite entre autres, le changement du système informatique, l'adoption d'un document commun en remplacement du visa.

**Elections 2023 : le PPRD-Maniema adhère aux préalables posés par sa hiérarchie.** Le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie est prêt à aller aux élections, mais avec des préalables, qui sont : une loi électorale qui rassure toutes les parties prenantes ; la refonte de la Cour constitutionnelle et la sécurité sur l'ensemble du territoire national. Par ailleurs, la fédération du PPRD exige des élections inclusives, transparentes, crédibles et apaisées, qui doivent se tenir avant le 31 décembre 2023, conformément au délai légal et constitutionnel.

**Le ministre de l'ESU justifie les retards enregistrés dans la construction des universités de Mbuji-Mayi et Kananga.** « Les conditions d'approvisionnement à Mbuji-Mayi ne sont pas les mêmes que celles de Kinshasa. Les matériaux de construction n'ont pas été livrés dans le délai. La route n'est pas en bon état, le train qui fait Mwene-Ditu n'est pas régulier. Ce qui fait qu'à cause de retard d'approvisionnement, on a des problèmes pour le rythme d'avancement des travaux à Mbuji-Mayi », s'est justifié Muhindo Nzangi.

**Kinshasa : la campagne d'identification des personnes atteintes de la maladie de la peau « vitiligo » démarre ce samedi, 14 janvier à Kinshasa.** Il s'agit d'une initiative de l'Association franco-congolaise de créée par Huguette Kalenga. L'objectif est de sensibiliser la population sur cette maladie et lui proposer les médicaments. Concernant l'identification des cas, elle dit travailler en collaboration avec Vodacom et que cette compagnie cellulaire va mettre sa technologie au service de l'association : « Vodacom va créer un lien. Le lien va contenir plusieurs questionnaires et ce lien va être publié et diffusé à travers plusieurs plateformes et réseaux sociaux ».

**Ituri : au moins 75 000 déplacés s'entassent sur le site de Rhoe,** dans le territoire de Djugu. Le site de déplacés de Rhoe abritait 35 000 personnes avant l'attaque de dimanche de Drodro, Jissa, Blukwa et Largu par les miliciens de la Codeco. Les habitants de ces entités ont trouvé refuge dans ce site qui compte désormais 75 000 personnes, dont des malades de l'hôpital de Drodro qui ont été évacués par les casques bleus de la Monusco. D'autres villages proches des zones de combats notamment Logo et Tse sont également vidés de leurs occupants. Tous ces déplacés vivent dans des conditions difficiles : pas de vivres, ni de médicaments et encore moins du matériel essentiel comme des nattes, des couvertures. Ils ne sont pas libres de leur mouvement à cause de la présence des miliciens de Codeco qui ont tué mardi deux hommes qui voulaient se ravitailler en vivres au village de Lera.

**Kasaï : risque de pénurie des produits agricoles à Tshikapa après l'effondrement du pont Lovua.** Le pont qui s'est effondré est situé à une quarantaine de km de Tshikapa, chef-lieu de la province du Kasaï. Il s'agit d'une route de desserte agricole, qui relie Tshikapa au secteur de Batende et conduit également jusqu'en Angola. Différents produits des champs proviennent de ce côté pour approvisionner le centre de la province du Kasaï, pendant cette période de récolte. Avec l'effondrement de ce pont, la voie est coupée et il y a risque d'une pénurie des vivres à Tshikapa. Cette situation peut occasionner la hausse de prix.

**Beni : l'armée remet à la Monusco 10 enfants présumés Maï-Maï.** « Butembo a vécu des moments de l'insécurité, et lors de nos opérations de bouclage, nous avons arrêté des Maï-Maï majeurs et même des mineurs », a expliqué le porte-parole des opérations Sokola 1 dans le Grand Nord. Officier de la section protection de l'enfant de la Monusco à Beni, assure que ces enfants seront directement orientés auprès d'une organisation partenaire de l'Unicef, en vue de leur prise en charge psychologique ; avant de les retourner dans leurs familles respectives.

**«La population de Beni commence à réclamer la présence de la Monusco dans la ville », déclare le maire de Beni.** Le maire de Beni, a fait cette déclaration à l'occasion d'une rencontre avec le chef de bureau intérimaire de la Monusco. Cette rencontre portait notamment sur les grandes lignes de la dernière Résolution du Conseil de sécurité des Nations unies sur la RDC, prorogeant le mandat de la Monusco. Il s'agissait par ailleurs d'explorer ensemble la possibilité de reprise des mouvements de la Monusco à travers la ville et voir comment améliorer la collaboration (déjà bonne) entre les deux partenaires. **La Monusco doit continuer à travailler.** C'est depuis les dernières manifestations anti-Monusco de juillet et août 2022 que la Mission onusienne a décidé de suspendre tous ses mouvements de et vers le centre-ville de Beni au Nord-Kivu. Ce qui limite considérablement l'exécution de son mandat, surtout dans le cadre de la protection des civils. A la faveur de la relative accalmie qui s'observe dans cette partie du territoire depuis quelques mois, une reprise graduelle des mouvements de la Monusco est désormais envisagée. Abdourahamane Ganda s'est félicité de la bonne entente avec l'autorité urbaine et formé le vœu que «cette bonne collaboration » puisse se poursuivre et se renforcer en 2023. Il a enfin invité les habitants à ne pas se fier aux rumeurs qui ont souvent empoisonné les relations avec la



Monusco qui n'est ici que pour appuyer les autorités à lutter contre les groupes armés, et donc à ramener la paix dans cette partie du territoire national.

**Matadi : l'hôpital de Kiamvu manque de salle d'urgence et de réanimation.** L'hôpital général de référence de Kiamvu à Matadi (Kongo-Central) n'a ni salle d'urgence ni bloc de soins intensifs. Par conséquent, les patients hommes, femmes et enfants, y compris des malades agonisants, se partagent dans la promiscuité les mêmes locaux. Le constat a été fait par le président de l'Assemblée provinciale du Kongo-Central, au cours sa visite dans cet hôpital public. Il a promis de faire rapport au gouverneur de province pour qu'une solution soit trouvée.

**Bukavu : la collecte de fonds en faveur des sinistrés de crises humanitaires démarre ce 27 janvier.** A travers cette initiative d'un mois, tout citoyen du Sud-Kivu sera invité à donner ce qu'il peut, en nature ou en espèce. Cependant des doutes s'expriment « la RDC a plusieurs expériences de détournements et de corruption surtout dans les initiatives telles que collecte des fonds pour ceci ou cela. Tout en encourageant l'initiative, j'ai peur que ça puisse se tourner à une opportunité de détournement ». Selon des sources sur place, au Sud-Kivu, cette campagne de collecte de fonds sera lancée par le ministre des Affaires sociales.

**Kinshasa : les membres du PDDRCS en retraite sur l'état des lieux de leur structure.** Les membres du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (PDDRCS) participent, du 11 au 13 janvier à Kinshasa, à une retraite sur l'état de lieu de leur structure. Le PDDRCS entend contribuer au retour de la paix dans l'Est de la RDC, améliorer l'environnement sécuritaire, faciliter la cohésion sociale, la restaurer l'Etat et y booster l'économie à travers les activités de stabilisation. Contrairement aux programmes antérieurs, celui-ci exclu l'intégration de l'ex combattant dans l'armée, et ne lui accorde aucune préférence particulière, mais érige la communauté en centre d'intérêts.

**Interdiction d'octroi de visa aux étrangers à destination de l'Ituri, du Tanganyika, du Nord et Sud-Kivu.** Décision du vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, le 11 janvier. Il n'a cependant pas avancé les raisons motivant sa décision.

**Kwilu : des corps en décomposition à la morgue de la ville de Bandundu.** L'ONG Communauté des jeunes leaders du Kwilu a fustigé cette situation dans une déclaration faite à Radio Okapi. « C'est depuis la deuxième quinzaine du mois de décembre que la morgue de l'Hôpital général de référence de Bandundu ne fonctionne plus et que des cadavres y pourrissent ». Contacté, le maire sortant de la ville de Bandundu, a assuré que des moyens sont en train d'être réunis pour dépanner cette morgue d'au moins 38 corps. En attendant, il a invité la population de Bandundu à faire usage du formol pour conserver les corps de leurs proches.

**Goma : dépréciation du franc congolais face au dollar américain sur le marché.** Les cambistes changent un dollar américain à deux mille deux cent dix (2 210) FC, dans cette ville. Cette inflation met en mal les activités commerciales dans ce coin du pays comme indique l'une des marchandes du marché Birere, à Goma. Elle a recommandé au gouvernement de stabiliser le taux de change pour accorder de la valeur à la monnaie locale.

**Vendredi 13 janvier.**

**Sud-Kivu : hausse de prix du carburant à Shabunda.** Un litre d'essence se négocie, depuis quelques jours, à 7 000 FC au lieu de 6 000 FC comme d'habitude, à Shabunda-centre (Sud-Kivu). Alors qu'à Lulingu, à environ 100 km, de Shabunda-centre, le litre d'essence se vend à 20 000 FC. La société civile locale explique cette montée des prix par l'absence de routes dont la plupart sont dans un état de délabrement avancé, ce qui rend le territoire, complètement enclavé. L'approvisionnement en carburant se fait par motos et vélos à partir de la province voisine du Maniema. Une autre cause de cette montée du prix du carburant serait le refus des compagnies d'aviation de transporter du carburant de Bukavu à Shabunda. D'où cet appel de la société civile aux autorités nationales et provinciales de songer à relier Shabunda à Bukavu par route, ne serait-ce qu'une route en terre battue.

**Ituri : plus de 100 morts recensés dans les attaques des milices en un mois.** Selon la société civile provinciale, 4 des 5 territoires de l'Ituri sont affectés à ce jour par l'activisme des groupes armés : ADF, FPIC, CODECO et FRPI. Parmi ces victimes, 34 ont périés entre le 6 et le 10 janvier courant. Selon les mêmes sources, au moins 700 vaches ont été pillées, trois camions contenant des marchandises incendiées et de milliers d'habitants ont dû fuir leurs villages. Le président de la société civile de l'Ituri, a demandé au chef de l'Etat de lever la mesure de l'état de siège et au gouvernement de traquer les groupes armés réfractaires au processus de paix mais aussi d'apporter de l'aide humanitaire à toutes les victimes des conflits dans cette province.

**Kinshasa : la Cour des comptes enquête sur l'attribution et l'exécution des marchés publics dans la construction des universités,** à Kinshasa, Kananga, Mbuji-Mayi et Bunia. « Nous voulons nous assurer de la conformité de procédure de passation des marchés publics. Est-ce que toutes les entreprises qui exécutent les travaux ou auxquelles les marchés ont été attribués remplissent les conditions requises ? Sont-elles en règle avec le fisc ? Ont-elles été créées juste pour la circonstance ? », a fait savoir l'un des enquêteurs. La Cour s'apprête ainsi à juger à charge et à décharge les faits et les fautes de gestion. Lorsque la faute de gestion ou de fait sera établie, les coupables seront sommés à payer des amendes et à restituer l'argent indu. N'étant pas juge pénal, la Cour des comptes va transférer les infractions pénales à la juridiction attitrée, ont précisé ces enquêteurs.

**Nord-Kivu : le Chef d'état-major général des FARDC appelle ses troupes à la discipline et au respect du droit international humanitaire.** « Il est strictement interdit de confisquer les biens des populations. Ne maltraitez pas les civils parce qu'ils sont vos frères. Il faut les protéger. La mission des FARDC est de défendre l'intégrité du territoire national, ses frontières et protéger les populations et leurs biens », a lancé le Chef d'état-major général. Il a rappelé aussi le respect du droit international humanitaire. « Il faut vraiment respecter le droit international humanitaire. Si tu prends un ennemi en otage, ne le maltraite pas. Conduis-le à l'Etat-major, les autorités vont s'occuper de lui. Quand tu attrapes un ennemi, ne le tue pas : donne-lui à manger, donne-lui les soins s'il est malade; qu'il soit bien traité. Je vous souhaite bonne chance et gagnez cette guerre ! »

**Kalemie : deuxième jour de perturbation d'activités économiques.** Les autorités de la province du Tanganyika ont tenu, le 11 janvier, une réunion du conseil de sécurité élargi aux membres de la Fédération des entreprises du Congo (FEC) de cette province. La réunion visait à trouver des solutions aux revendications de la FEC qui a déclenché, le 10 janvier, deux journées de ville morte à Kalemie pour protester contre les multiples cas d'insécurité visant les opérateurs économiques à Kalemie. Visiblement, les autorités et la FEC ne se sont pas accordées car les activités économiques ont une fois de plus tourné au ralenti le 12 janvier. En dehors de l'insécurité, la Fédération des entreprises du Congo s'insurge contre la perception de la taxe du commerce extérieur par le gouvernement provincial. Elle juge illégale cette perception taxe.

**Beni : la Monusco souhaite rétablir la confiance avec la population pour bien mener son mandat.** Le chef de bureau intérimaire de la Monusco à Beni a rencontré, le 12 janvier, le maire de la ville pour discuter notamment de la coopération entre la Mission onusienne, les autorités locales et la population. L'année dernière, la Monusco a été confrontée à de violentes manifestations de la population qui ont perturbé son travail dans cette zone. Le maire de la ville de Beni, estime que dans un avenir proche, les autorités du pays vont prendre des mesures pour permettre à nouveau à la mission onusienne de travailler dans de bonnes conditions, conformément à son mandat.

La Monusco déploie une importante activité de terrain à Beni pour assurer la protection des civils.

**Ituri : la Monusco sauve plus de 200 femmes encerclées par la milice Codeco.** Ces femmes déplacées de guerre avaient quitté le site de déplacés de Rhoe depuis le 7 janvier à la recherche des vivres. Elles ont aussitôt été prises en étau par les miliciens de la Codeco qui avaient envahi plusieurs villages dans la région. L'intervention de la Monusco a permis de sauver des vies humaines. Appuyés par des soldats des FARDC, les casques bleus ont réussi à extraire ces femmes avec leurs récoltes avant de les ramener à Rhoe.

**Bukavu : grève des enseignants des écoles primaires publiques.** Les enseignants exigent du gouvernement, le paiement des arriérés de 5 mois de prime de gratuité d'enseignement à l'école primaire. Les portes de la plupart des écoles primaires publiques de Bukavu sont fermées, à l'exception des écoles primaires Alfajiri, Lestonac et Nyalukemba dans la commune d'Ibanda. Ces trois écoles disent fonctionner « par esprit de patriotisme et par amour envers les enfants ». Le représentant du syndicat des enseignants des écoles conventionnées catholiques, encourage l'attitude des enseignants qui continuent à travailler mais comprend aussi le ras-le-bol de ceux qui sont en grève. « C'est vraiment la démagogie du gouvernement congolais. Il était convenu que pour pallier le manque à gagner des enseignants qui vivaient de l'accompagnement des parents, une chose prohibée et irrégulière, il a été donc décidé que le gouvernement puisse réajuster la prime de gratuité de l'enseignement primaire à hauteur de 20.000 franc Congolais », a-t-il déclaré.

**Kinshasa : les conducteurs satisfaits du déguerpissement des vendeurs sur le tronçon pont Matete-Kingasani.** Ils demandent aux autorités d'aménager des lieux de négoce bien sécurisés pour les vendeurs déguerpis de la chaussée. Du saut-de-mouton de Debonhomme jusqu'à la concession de la RVA, en passant par Quartier 1 à N'Djili, saut de mouton Bitabe ainsi que par Pascal, l'environnement du boulevard Lumumba, est bien assaini.

**Butembo : les jeunes lancent la campagne « Lisanga Pona Congo ya Sika » pour lutter contre les groupes armés.** Cette campagne vise à susciter l'implication de la population dans la pacification de cette région marquée par l'activisme des groupes armés, particulièrement par les rebelles du M23 à Rutshuru et les ADF à Beni. L'un des organisateurs préconise également, dans cet élan patriotique, l'intégration des jeunes dans l'armée nationale.

**Kisangani : le nouveau maire veut relever les défis de l'assainissement et de l'insécurité.** Pour le décollage de cette entité, le nouveau maire de Kisangani a appelé la population à l'accompagner pour relever ces défis et bien d'autres. Les partenaires de la mairie et les services urbains eux aussi ont été invités à « la mobilisation tous azimuts afin que des changements tant attendus soient apportés dans la limite des ressources humaines, matérielles et financières à sa disposition », a indiqué Delly Likunde.

**Kinshasa : tenue d'un forum sur la mobilisation des jeunes à la citoyenneté.** Les jeunes venus de 24 communes de la capitale ont été sensibilisés à la citoyenneté. Il s'agit, pour le président du mouvement des leaders congolais « de responsabiliser la jeunesse congolaise, afin de redorer son image ».

**Ituri : 7 civils tués par des ADF à Irumu.** Les victimes se trouvaient dans leurs champs lorsque des rebelles les ont attaqués, rapporte l'organisation de défense des droits humains, Convention pour le respect des droits humains (CRDH). Le coordonnateur de cette structure, sollicite un renforcement des militaires dans cette zone notamment pour sécuriser la route. Par ailleurs, il rappelle notamment « la population à la vigilance contre l'ennemi ».

**Ituri : 10 morts dans plusieurs attaques de la Codeco dans le territoire de Djugu.** Un groupe des combattants de la Codeco a surpris jeudi certains agriculteurs dans leurs champs dans les villages Kelo et Lisa du groupement Malabo dans le territoire de Djugu. Mais, ces agriculteurs ont pu s'échapper. Ces assaillants ont par la suite progressé vers le site de déplacés de Lopa en tirant des coups de feu. Selon des sources concordantes, des attaques simultanées menées par le même groupe armé ont été également signalées dans d'autres entités dont Lewe, Utche Jiwi. Les soldats des Fardc basés à Jissada ont riposté pour stopper la progression de ces assaillants.

**Processus de Nairobi : Uhuru Kenyatta s'accorde avec le M23 pour la restauration de la paix.** D'après le communiqué final rendu public à l'issue de cette rencontre, un 4<sup>ème</sup> round des pourparlers de Nairobi se tiendra dans des villes clés de l'est de la RDC. L'ancien chef de l'État kényan a souligné que, ce 4<sup>ème</sup> round des discussions de Nairobi vise à consolider les acquis considérables des derniers mois et contribuera à apporter une plus grande paix et stabilité dans l'est de la RDC. Le M23 a exprimé sa gratitude au facilitateur de l'EAC, Uhuru Kenyatta pour son engagement dans la recherche des solutions à la crise et pour la coopération internationale afin d'alléger les longues souffrances des populations de l'Est de la RDC. Les dirigeants du M23 ont lancé un appel pour qu'il soit mis fin au discours de la haine.

**Les USA et la WCS signent un contrat de partenariat pour la promotion des droits des peuples autochtones en RDC.** Selon un communiqué de l'ambassade américaine en RDC, Il concerne les droits de propriété sur les forêts reconnus aux peuples autochtones et aux communautés locales (PA et CL), ainsi qu'une plus grande reconnaissance et des récompenses pour leur rôle de gardiens des forêts et de la nature. « C'est une étape importante qui appuie la politique de l'USAID en matière de promotion des droits des peuples autochtones (PRO-IP), l'engagement du gouvernement des États-Unis à la COP 26 pour mieux reconnaître et récompenser les peuples autochtones en tant que gardiens des forêts et de la nature et la loi récemment promulguée par la RDC pour protéger les droits des peuples autochtones. Nous espérons qu'un consortium dynamique de partenaires locaux et internationaux travaillera ensemble pour promouvoir les droits des peuples autochtones et une pratique de la conservation basée sur les droits ». Dans le cadre de ce projet intégré, 18.000 femmes et hommes bénéficieront d'un accompagnement diversifié selon les priorités des PA et CL, notamment en termes de moyens de subsistance tels que l'agriculture et la conservation ; d'éducation via l'alphabétisation, les stages et les bourses d'études ; ainsi que de services de santé de base, entre autres.

**Mai-Ndombe : le commissaire divisionnaire adjoint de la PNC plaide pour une prise en charge des retournés.** Après le territoire de Kwamouth dans la province du Mai-Ndombe et de Bagata dans le Kwilu, c'est dans la province du Kwango que le commissaire général adjoint en charge de la police administrative, a clôturé sa mission officielle dans le Grand Bandundu. Cette mission consistait à sensibiliser les populations et à faire le suivi des opérations de la police en cours dans cette partie du pays. Il appelle le gouvernement congolais à assurer le suivi des déplacés qui retournent déjà dans certains villages qu'ils avaient fuis à la suite des violences. Il appelle par ailleurs tous les peuples du Grand Bandundu à la cohabitation pacifique.

**ACAJ demande au Premier ministre d'interpeller les ministres auteurs de propos haineux.** L'Association congolaise pour l'accès à la Justice (ACAJ) condamne les propos « incendiaires et divisionnistes » dont se sont rendus coupables récemment certains membres du gouvernement. Concrètement, cette ONG de défense des droits de l'homme demande, au Premier ministre de rappeler à l'ordre tous les membres du gouvernement au respect des règles d'éthique et de déontologie devant caractériser tout ministre dans l'exercice des fonctions publiques. ACAJ cite notamment les ministres Didier Budimbu et Jean-Lucien Bussa et se dit préoccupé par des propos tenus par ces deux membres du gouvernement lors de leurs derniers séjours à l'intérieur du pays.

**Haut Katanga : le BCNDH invite les acteurs politiques à bannir les discours de la haine pendant la campagne électorale.** Le coordonnateur du Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme à Lubumbashi, relève le danger que peut représenter le discours incitant à la haine pendant la période électorale : « Chaque fois qu'on s'approche des échéances électorales, il y a des surenchères. Nous avons assisté à quelques discours qui, si on n'attaque pas le mal à la racine, peut dégénérer. Raison pour laquelle, nous avons souhaité que ces différents acteurs qui ont en charge la question de la promotion des droits de l'homme puissent être outillés dans un premier temps à connaître ce qu'est les messages de haine, les discours incitatifs à la haine et à la violence ».

**Tshopo : les responsables des jeunes sensibilisent sur l'enrôlement pour « un vote utile ».** Les jeunes doivent sensibiliser la population pour qu'elle « s'enrôle massivement afin de se choisir le moment venu en toute responsabilité des représentants capables de défendre les intérêts communs », ont déclaré les représentants des jeunes de l'Espace Grande Orientale le 12 janvier. Pour eux, l'insécurité persistante, les tueries, les pillages et autres exactions ainsi que le délabrement des infrastructures doivent interpeller la population pour « un vote utile ». Ils décident que « l'espace Grande Orientale ne servira plus à des politiciens inconscients, et que leur poids politique et électoral servira désormais à appuyer les filles et fils ambitieux et ayant les moyens intellectuels requis pour postuler à des postes accessibles par voie électorale... ».

**La RDC expédie son premier lot d'or équitable vers les Emirats arabes unis.** Cela correspond à la vente d'un premier lot d'or issu du commerce équitable. Cet accord, a l'avantage de garantir des bonnes conditions de travail et de vie aux creuseurs artisanaux vivant dans l'Est de la RDC, plus précisément ceux du Sud-Kivu réunis en coopérative. Ceux-ci pourront dès lors avoir directement accès au partenaire, sans intermédiaire, devenant ainsi partie prenante au processus. « Plus concrètement, Primera Gold garantira un salaire décent aux creuseurs et va leur assurer un revenu régulier, la bancarisation, une gamme d'assurance ainsi que l'accès aux soins de santé et l'éducation pour leurs familles. « Cet accord sur l'établissement d'une chaîne d'approvisionnement équitable en or entre les deux parties se veut un exemple concret du partenariat diplomatique, économique et commercial qui les lie désormais dans l'intérêt de leurs peuples respectifs. Voilà un schéma économique avec un partenariat pour réduire très sérieusement la contrebande d'or et faire profiter aux populations congolaises les fruits de leurs minerais », conclut le document. La RDC et les Émirats arabes unis avaient signé le 10 décembre 2022 un contrat de partenariat pour lutter contre la fraude minière. Ce partenariat a abouti à la création de deux entreprises : Primera Gold DRC pour le secteur de l'or artisanal et Primera Metals DRC pour le secteur artisanal des 3T (Étain, Tungstène, Tantale). L'objectif est de stopper la contrebande dans ces deux secteurs.

**Beni : les casques bleus tanzaniens offrent une cantine au centre de santé de Mavivi pour lutter contre les maladies des « mains sales ».** Il a fallu 3 mois aux travailleurs de la communauté locale et aux casques bleus du contingent tanzanien de la Brigade d'intervention de la Monusco pour que ce bâtiment de deux blocs sorte de terre. D'une capacité d'environ soixante places, cet ouvrage financé sur fonds du gouvernement tanzanien dans le cadre des activités civilo-militaires (CIMIC) va améliorer sensiblement les conditions d'hygiène des malades et garde-malades. L'infirmier titulaire du Centre de santé de Mavivi, s'est réjoui de cet appui des casques bleus.

**Samedi 14 janvier.**

**Nord-Kivu : plaidoyer pour l'implication des instances régionales afin que cesse les exactions du M23 contre la population.** Les habitants de Bwito disent traverser un calvaire, sous le joug des rebelles. Ces rebelles du M23 ont opéré un pillage systématique des récoltes et emporté une grande quantité jeudi 12 janvier après des combats. A cela s'ajoute des menaces permanentes proférées par le M23 aux habitants. Le fonctionnaire délégué adjoint du gouverneur à Bambo, explique, que plus les milices multiplient des embuscades contre les rebelles, ces derniers s'en prennent à la population qu'elle accuse de cacher les Maï-Maï.

**Kinshasa : l'opération coup de poing va se poursuivre jusqu'à ce que les vendeurs comprennent son bien-fondé (gouvernement provincial).** Cette opération lancée le 9 janvier par le gouvernement provincial consiste à l'éradication des marchés pirates, enlèvement des épaves et véhicules mal stationnés, la destruction des kiosques

et terrasses de fortune, des garages pirates et l'interpellation des vendeurs d'eau conditionnée dans les sachets plastiques. Elle vise également à interdire à tous les commerçants d'étaler leurs marchandises sur les emprises publiques, les trottoirs et autres espaces non indiqués.

**Julien Paluku invite les industriels indiens à investir dans le plan directeur d'industrialisation de la RDC.** « Nous sommes le pays solution dans cette transition énergétique et écologique qui fait aujourd'hui l'actualité à travers le monde. Voilà pourquoi nous invitons tous ceux qui sont intéressés par la panoplie de projets tels que contenus dans le plan directeur d'industrialisation de la RDC de venir dans notre pays », a assuré le ministre congolais de l'Industrie. A l'issue cette conférence, le ministre indien du Commerce et de l'Industrie a assuré que son pays va consolider le partage de son expertise en développement avec les pays africains.

**L'UE et le CSAC échangent sur la liberté de la presse en période électorale.** L'Union Européenne en RDC, a rappelé que l'échange a porté sur le rôle important du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication surtout en période électorale et la liberté de la presse ainsi que sur la lutte contre le discours de haine et la désinformation. Les deux institutions ont discuté également sur une collaboration potentielle liée aux élections pour cette année. Et pour l'UE, il est important d'accompagner les médias et l'autorité de régulation de l'espace démocratique.

**Kindu : plus de 100 médecins s'engagent à lutter contre les fausses informations sur le vaccin anti COVID-19.** Le faible taux de couverture vaccinale contre cette pandémie est dû notamment aux fausses informations autour des vaccins, selon le PEV. Le président du conseil provincial de l'Ordre des médecins du Maniema annonce que cette campagne de sensibilisation s'étendra sur toute la province du Maniema. D'après lui, certains médecins sont des propagateurs d'informations erronées, sans valeur scientifique réelle. Ils désorientent ainsi la population.

**Nyirangongo : le député Muteule invite le ministre de l'Intérieur à régler un conflit de pouvoir coutumier à Munigi.** Le député craint que ce conflit entre deux prétendants au trône de Munigi, accroisse la tension dans cette zone de Nyirangongo déjà affectée par les menaces de la rébellion du M23. Il accuse par ailleurs le gouverneur du Nord-Kivu de s'immiscer dans cette affaire en voulant faire exécuter une décision de la Commission consultative provinciale de règlement des conflits coutumiers (CCRCC) prise en faveur d'un des prétendants au trône alors que l'autre a interjeté appel à cette décision du CCRCC. Le député demande au ministre de l'Intérieur, « de s'impliquer dans ce dossier sensible, et qu'il instruisse à la province de ne pas interférer jusqu'à ce que lui se prononce... ».

**Felix Tshisekedi condamne les propos discriminatoires tenus par des membres du gouvernement.** Le président de la République a rappelé à l'ordre, le 13 janvier, les membres du gouvernement sur les propos discriminatoires, de stigmatisation et d'exclusion que certains d'entre eux tiennent, lors des opérations d'enrôlement des électeurs. Selon le porte-parole du gouvernement, « le chef de l'Etat a rappelé que la mission des membres du gouvernement, c'est d'être constamment au service des Congolais, sans distinction aucune et quelles que soient leurs convictions politiques ou religieuses. Il est de notre devoir de prêcher par l'exemple pour préserver l'unité nationale ».

**Kongo-Central : la Ceni n'enregistre que 20% d'électeurs à 10 jours de la fin de l'enrôlement.** « On nous informe tout simplement qu'il y a des problèmes par rapport à la connexion et par rapport aux machines. A l'heure actuelle nous sommes à 20%. Nous sommes à 10 jours de la fermeture. Au Kongo-Central, notre objectif, c'est d'avoir 3,5 millions enrôlés pour que la province puisse recommencer à s'approprier son poids politique qui doit être de 48 députés provinciaux et de 29 députés nationaux », a indiqué le président de l'assemblée provinciale du Kongo-Central

**Ituri : 13 civils tués lors d'une attaque de Codeco à Nyamamba,** au bord du lac Albert à environ 70 km de Bunia. Cette tuerie a entraîné le déplacement des populations dans plusieurs villages lacustres : Datule, Café, Mbogi et Gbi. La société civile locale déplore l'absence des Fardc dans ces entités sous occupation des miliciens. Ces hommes armés ont opéré pendant presque toute la journée de vendredi dans cette localité. Ces violences ont déjà fait plus de 60 morts cette semaine dans le territoire de Djugu.

**Goma : le député Iracan demande l'implication des leaders locaux dans le processus électoral.** L' élu de Bunia demande aux leaders de laisser la population libre de pouvoir s'exprimer, parce que d'après lui, « beaucoup de membres de la communauté sont pris en otage par des leaders politiques éternels ... Il faut qu'il y ait des jeunes leaders qui peuvent contrebalancer, des leaders émergents qui peuvent renverser la tendance pour que

la population soit libre de s'exprimer ». Après l'étape du Haut-Katanga et du Nord-Kivu, le député Gratien Iracan poursuit ses vacances parlementaires dans les provinces du Haut-Uele et de l'Ituri.

**Beni : situation sécuritaire confuse dans le groupement Baswagha-Madiwe.** Tout a commencé la nuit de jeudi à vendredi, quand des coups de feu ont été entendus vers une heure du matin dans le centre commercial de Cantine, de Lubena. Des sources locales parlent d'une incursion du groupe Mai-mai Kyandenga, tombé nez à nez avec une patrouille des Fardc. La nuit dernière, toujours dans la localité de Cantine-Aloya du même groupement, des présumés Maï-Maï non identifiés ont attaqué le camp militaire de Cantine Aloya. Les échanges de tirs ont été entendus de trois heures du matin jusqu'à l'aube ce samedi. Aucune perte en vie humaine n'a été enregistrée.

**Dimanche 15 janvier.**

**Les médecins de l'Ituri en colère après le meurtre de leur collègue.** Le médecin directeur de l'hôpital général d'Aungba, a été tué par des hommes armés non encore identifiés dans la nuit de vendredi à samedi dans le territoire de Mahagi (Ituri). Il regagnait son domicile vers 20 h après une intervention chirurgicale. Chemin faisant, des hommes armés non identifiés ont surgi et lui ont tiré plusieurs coups de feu. Et il est mort sur place. La communauté médicale de l'Ituri dit être la cible d'attaques des groupes armés actifs en Ituri dans les établissements des soins notamment Kambala, Drodoro, Lolwa, Kilo et Damas. Un infirmier de Drodoro a été tué en décembre dernier.

**Mbandaka : l'ISDR introduit de nouvelles filières pour l'année académique 2022-2023.** Il s'agit des filières génie civil et architecture, de santé communautaire, science de religions et développement, transformation communautaire, de bonne gouvernance et aménagement du territoire. La priorité sera accordée à la formation des cadres compétents dans les domaines porteurs de développement adaptés aux besoins du grand Equateur.

**Beni : assistance du gouvernement en faveur des déplacés basés à Mangina,** à une trentaine de km de Beni (Nord-Kivu). Cette assistance est composée essentiellement des sacs du riz, de farine de maïs, du sucre, du haricot, les bidons d'huile végétale, le sel de cuisine, des nattes, des blanquettes et des cartons des médicaments destinés aux déplacés cantonnés dans deux sites communautaires de Mangina, mais aussi quelques personnes vulnérables de cette entité enregistrées dont les personnes de troisième âge.

**Goma : plus de 350 000 doses de vaccin contre le choléra à Kanyaruchinya.** Ce vaccin permettra de renforcer la lutte contre l'épidémie de choléra qui sévit depuis quelques semaines dans les sites de déplacés, situés dans les zones de Karisimbi et Nyiragongo. « C'est une vaccination réactive que nous allons organiser d'ici la fin du mois pour renforcer la population afin de lutter contre cette flambée des cas ».

**Beni : désarroi des femmes vendeuses après l'incendie du marché Mayangose,** le plus grand de Beni (Nord-Kivu), le jeudi 12 janvier. Le 14 janvier dans la matinée, le spectacle était toujours désolant : tessons de bouteilles, maïs, chou-fleur et autres fruits et légumes calcinés jonchaient encore le sol de ce marché où quelques vendeuses sont, malgré tout, venues écouler les rares produits qu'elles ont sauvés. Ces dames ont tout perdu et repartent à zéro. Les résultats de plusieurs années d'économie et de privation sont partis dans l'incendie. Sans l'aide du gouvernement, on ne pourra pas s'en sortir, a poursuivi une vendeuse.

**Kinshasa : lancement du concours sur la création de la mascotte des 9<sup>èmes</sup> jeux de la Francophonie.** Les jeunes de 18 à 35 ans sont principalement concernés par ce concours. Le gagnant aura la somme de 5.000 USD.

**Nord Kivu : la feuille de route de Luanda foulée aux pieds par le M23 qui occupe toujours plusieurs positions (société civile).** Le M23 devrait, à ce jour du 15 janvier, s'être replié dans ses positions initiales de Sabinyo et Tchanzu coté congolais, à la frontière entre la RDC et l'Ouganda. La société civile parle toutefois d'un retrait de "façade", de quelques positions, notamment à Kibumba et à Rumangabo. De son côté, la force régionale devrait déjà se déployer à Bunagana, Rutshuru et Kiwanja, avant la reprise des consultations politiques entre le gouvernement et les groupes armés.

**Nord-Kivu : 17 personnes tuées lors de l'explosion d'une bombe artisanale dans l'église de la 8<sup>e</sup> CEPAC à Kasindi-Lubirigha,** cité frontalière avec l'Ouganda située à 90 km de Beni. Les autorités administratives et sécuritaires qui se sont rapidement rendues sur le lieu du drame ont procédé à l'évacuation rapide des blessés pour des soins appropriés, tandis que les corps sans vies ont été amenés à la morgue. Selon l'armée, les enquêtes sont déjà en cours pour détecter l'origine de cet acte purement terroriste. **Félix Tshisekedi condamne l'attentat à la bombe survenu à Beni.** L'armée annonce avoir mis la main sur un suspect. « Nous avons réussi à mettre la main sur un sujet kenyan, impliqué dans cet attentat. En exploitant le suspect arrêté, tout laisse à croire qu'il

s'agit bel et bien d'un acte terroriste posé par les terroristes ADF-MTM ». L'armée demande aux populations de dénoncer les personnes suspectes dans leurs milieux.

**Beni : trois soldats UPDF blessés dans un accident de circulation à Kainama.** D'après le porte-parole des opérations conjointes Fardc-UPDF, le mauvais état de la route est à la base de cet accident. Les militaires blessés sont soignés dans leur campement de Kainama, ajoute-il.

**Ituri : les députés provinciaux réclament leurs subsides de 19 mois.** Le gouvernement provincial doit verser 1500 USD mensuellement à 48 élus de l'Ituri conformément à l'édit provincial. Cependant, depuis l'instauration de l'état de siège, ils sont privés de leurs droits. Toutes les réclamations faites au gouverneur sont restées vaines. Le gouverneur de l'Ituri, déclare quant à lui qu'il faut 80 000 USD chaque mois pour les subsides des députés provinciaux. Ce qui est difficile car les recettes sont faibles face aux multiples besoins. Il accuse ces députés de pousser la population à l'incivisme fiscal. « Les subsides des députés, ça vient justement des taxes ».

**Kwilu : la lenteur dans les opérations d'enrôlement risque de perturber le calendrier scolaire.** Des enseignants passent plusieurs heures, voire des jours, pour se faire enrôler, abandonnant ainsi les élèves. Ils demandent aux autorités de faciliter l'enrôlement des enseignants afin qu'ils reprennent leurs activités. Pour le secrétaire exécutif de la Ceni, les enseignants ne sont pas des personnes vulnérables pour qu'on leur accorde la priorité dans les centres d'inscription. Il appelle les écoles à prendre des dispositions pour ne pas paralyser les enseignements.

**Bansakusu : les enseignants du secteur public réclament leurs arriérés de 2 mois.** Le président intersyndical de l'EPST/Equateur 2, a indiqué que ces enseignants éprouvent des difficultés de nouer les deux bouts du mois et de prendre convenablement en charge leurs dépendants. Ces enseignants ont réclamé que leurs salaires ne passent plus par Caritas qui, selon eux, s'illustrent par des retards de paiement. A l'issue de cette marche, ces enseignants en colère ont déposé leur mémorandum à l'administrateur du territoire de Basankusu.

**Mbuji-Mayi : plus de 20 maisons englouties dans un ravin à Muya, à la suite des pluies qui se sont abattues.** Cette tête d'érosion avance dangereusement au point de couper en deux l'avenue Kalonji en plein centre de cette ville. Vue la progression de ce ravin, certains habitants détruisent seuls leurs habitations pour récupérer certains matériaux utilisés lors de la construction. Ils demandent au gouvernement provincial du Kasai-Oriental de stopper la progression de ce ravin. Les premiers travaux effectués sur ce site érosif remontent à plus de 20 ans.

**Parc des Virunga : Gorilla Ambassadors alerte sur les menaces du M23 contre les animaux.** « Ce cantonnement des rebelles au Mont Sabinyo est un danger pour les gorilles qui sont déjà menacées depuis longtemps par les guerres, les braconnages et la perte d'habitat. La présence de ces rebelles du M23 va augmenter le taux de braconnage parce qu'ils seront là et comment ils vont chasser et couper les arbres pour produire les braises et vendre », a alerté le directeur-adjoint de l'ONG Gorilla Ambassador. Il a demandé au président de la République d'user de sa diplomatie pour demander que le cantonnement du M23 se fasse ailleurs et non dans ce site du patrimoine mondial de l'humanité. Il craint que le parc des Virunga puisse perdre tous ses gorilles.

**Maniema : le parti Nouvel Elan recense plus de 7000 adhésions en 6 mois.** « C'est une avancée très significative et nous comptons aller jusqu'à 50 000 ». Le président fédéral de cette formation politique, a encouragé les militants à s'approprier pour prendre part à l'opération d'enrôlement des électeurs, prévue en février prochain au Maniema. Le parti d'Adolphe Muzito a par ailleurs fustigé les querelles entre l'organe délibérant et l'exécutif provincial, chose qui paralyse le développement, mettant ainsi la population du Maniema en danger.

**Kisangani : plus de 480 cas de rougeole répertoriés en 10 mois, dont un décès.** Le médecin chef de la zone de santé de la Tshopo, qui a livré ces statistiques, a cité plusieurs facteurs ayant occasionné la résurgence de cette pathologie dans cette partie du pays. Parmi lesquels, la succession des grèves des médecins puis des infirmiers. Il a encouragé les parents à faire vacciner leurs enfants en vue d'éviter la propagation et couper la chaîne de transmission de rougeole à Kisangani. En dehors de la vaccination, la zone de santé de la Tshopo a donné aux enfants vaccinés la vitamine A et le Mebendazole.

**Beni : environ 65 personnes formées sur la fabrication artisanale de savon à Eringeti.** A l'initiative d'un jeune entrepreneur local, cette formation a voulu aider les formés à s'auto-apprendre en charge à travers cette activité génératrice des revenus. Parmi les personnes formées, il y a des femmes de ménages, des filles-mères, des femmes de militaires ainsi que des jeunes déplacés, basés à Eringeti. Trois semaines durant, ils ont été formés à fabriquer différentes gammes de savon dont le dur et le liquide.